

L'HUMANITE ROUGE

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

**NON
A L'AUSTERITE
POUR
LES TRAVAILLEURS**

*Ne restez pas
silencieux
devant
les massacres israéliens
au Liban*

L'HUMANITÉ rouge

Professeurs de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2F

LE GOLAN AUX SYRIENS LE SINAI AUX ÉGYPTIENS



LA PALESTINE AUX PALESTINIENS

L'Humanité rouge

Professeurs de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

ORGANISME CENTRAL DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

SONACOTRA

Préparons le soutien aux grévistes

Construction scolaire

VIVRE A L'ÉCOLE OU Y MOURIR

Importantes manifestations étudiantes jeudi

Lettre du Cambodge à lire en page 2

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Elections cantonales

Recul de la majorité

Les électeurs ont été nombreux à vouloir manifester leur mécontentement contre le gouvernement Giscard-Barre

Voir page 3

Manifestation du 23 à Paris



Une démonstration de force et de solidarité

Voir pages 4, 5 et 8

TEMOIGNAGE

Sur les conditions de vie dans les ZUP

La vie des parents et des enfants

Voir page 6

L'HUMANITÉ rouge

Professeurs de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2F

VIVE LE 10^{ème} ANNIVERSAIRE



DE LA VICTOIRE DU PEUPLE ALGÉRIEN

13 années au coeur des batailles

Choisir quelques « unes » pour évoquer la participation de L'Humanité rouge à treize années de bataille, c'est un véritable casse-tête... et un pincement de cœur, car on s'abre tel ou tel aspect, telle ou telle contribution qui ont compté... Aussi publierons-nous dans les semaines à venir une petite brochure de cinquante « unes » significatives de notre HR... pour réparer l'injustice du choix d'aujourd'hui.

l'humanité rouge

Organe central du PCML

SIDERURGIE

Nouvelle menace pour les travailleurs

voir page 3



CAMBODGE AFGHANISTAN

EN DIRECT AVEC LA RESISTANCE

L'HUMANITÉ ROUGE

ORGANISME CENTRAL DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

UN OUTIL pour unir le peuple

NISSON — la peste A LA PORTE!

à bas l'impérialisme U. S. !

20 FÉVRIER 1969 : c'est le premier numéro de L'Humanité rouge, en continuité de L'Humanité nouvelle née en 1965, dans le contexte de l'après-mai 1968, les actions contre l'impérialisme américain agresseur en Indochine continuent...

29 JUIN 1972 : ce numéro 154, consacré au dixième anniversaire de la victoire du peuple algérien, qui manifeste les liens étroits et fraternels entre les marxistes-léninistes et les peuples colonisés par l'impérialisme français, a été l'un des plus diffusés. Après, celui consacré à la mort de Mao Tsé-toung qui battit tous les records de diffusion en septembre 1976.

18 OCTOBRE 1973 : (numéro 201) lors de la guerre d'octobre, la solidarité anciennement nouée avec le peuple palestinien, vit un nouvel épisode.

16 AVRIL 1976 : (numéro 476) L'Humanité rouge est quotidien depuis bientôt un an; cette « une », parmi d'autres, rassemble les préoccupations de l'heure : la grève des « Sonacotra », les manifestations étudiantes relayant celles des paysans et des ouvriers en ce printemps, les manœuvres des deux superpuissances au Moyen-Orient.

27 MARS 1979: (numéro 1059) Juste après le 23 mars et la grande démonstration de force et de solidarité dans la bataille des sidérurgistes.

31 JUILLET 1980 : (numéro 1215) HR est redevenu hebdomadaire... L'agression des chars russes en Afghanistan et le soutien de Brejnev à l'occupation vietnamienne au Cambodge requièrent la solidarité de tous.

2 AVRIL 1981 : (numéro 1243). Il faut chasser Giscard; L'Humanité rouge participe à cette bataille...

l'humanité rouge

Organe central du PCML

10 JOURS APRES LA REPRESSION DE BYDGOSZCZ SUCCES DES TRAVAILLEURS POLONAIS voir pages 12-13

Giscard vole le pain des travailleurs

IL FAUT L'EXPULSER!



Merci à notre journal, L'HUMANITE ROUGE

Il y a toujours de la nostalgie à annoncer le dernier numéro d'un journal. Même si cet arrêt ne signifie pas l'interruption d'un combat de presse. Car ce sont treize années de l'action militante des communistes marxistes-léninistes que *L'Humanité rouge* a reflétées et portées, au fil des semaines et aussi, chaque jour, de 1975 au début 80.

A feuilleter nos collections, on retrouve notre cheminement, nos espoirs, nos avancées et nos difficultés, la détermination et les aléas de notre pensée et de notre action, nos évolutions. Mais plus encore, il en ressort la vie et l'action de notre peuple et des autres peuples depuis ce début 69 où vit le jour *L'Humanité rouge*, en continuité de *L'Humanité nouvelle* empêchée de paraître par l'indétermination de notre parti en juin 1968.

Dans notre *Humanité rouge*, se reflètent les grands combats des peuples contre l'impérialisme US, ceux d'Indochine et des peuples arabes contre le fait et l'agression sionistes; les efforts ponctués d'échecs et de succès, des pays et peuples du Tiers Monde pour l'indépendance économique et la dignité contre un système mondial d'exploitation et d'oppression. S'y reflètent aussi les grands bouleversements d'un monde déchiré que s'efforcent de dominer deux superpuissances en confrontation et en rivalité incessantes et l'agressivité plus évidente année après année de l'une d'entre elles, qui fut l'espoir des peuples dans le combat antinazi et qui, aujourd'hui, use de pressions, de chars et de bombes pour imposer sa loi tant en Pologne, qu'en Afghanistan ou au Cambodge.

S'y reflète encore la menace pesante d'une troisième guerre

mondiale et la détermination qui est nôtre d'y faire face et de préserver la paix. S'y expriment enfin les efforts gigantesques, les échecs et les victoires, du peuple de Chine et d'autres peuples, pour construire le socialisme dans les conditions qui sont leurs, et pour frayer un chemin encore inconnu il y a soixante ans.

Attentif aux soubresauts du monde, attentif aux combats des peuples pour leur émancipation, attentif à les soutenir, notre *Humanité rouge* l'a été, amplement et sans failles. Ce fut là une excellente tradition de presse communiste.

On lui a reproché parfois, ou plutôt on lui reprocha d'être moins attentif aux réalités de notre pays. Et pourtant, dans notre *Humanité rouge* soufflent les espoirs de l'après-68, d'un mouvement de la jeunesse qui cherche sa voie, absolu dans ses affirmations, hésitant et bien inexpérimenté dans ses actes; puis, s'y révèle le cheminement parfois tortueux de tous ceux-là qui cherchent à s'insérer dans la réalité et qui comprennent combien elle est plus complexe, plus contradictoire, plus riche et aussi plus passionnante. Mais, s'il y a une pointe d'année en année plus d'expérience et de maturité, restent du début à la fin l'attention et la participation aux luttes de la classe ouvrière de Pennaroya à Lip, des sidérurgistes de 79 aux Citroën de 82; l'attention à la vie et aux combats de ceux que l'impérialisme a entraînés chez nous pour les exploiter, les travailleurs immigrés, de la lutte contre la circulaire Fontanet à celle des Sonacotra ou à celle de la régularisation; l'attention aux luttes des jeunes contre la réforme Haby, aux luttes des femmes pour le droit à l'avortement et à

la contraception, à celles des petits paysans pour leur survie. Et derrière ces luttes se reflète l'exigence profonde d'un changement politique et social, d'un nouveau système social, du socialisme pour notre pays.

Attentif aux luttes de classe, notre *Humanité rouge* l'a été sans conteste, peut-être maladroit et unilatéral parfois, mais d'année en année plus conscient et plus averti des faits, mieux inscrit dans la réalité et la vie syndicale et associative, plus en prise avec la réalité, plus ouvert à d'autres expériences, à la réflexion et à la pratique d'autres militants du mouvement ouvrier et populaire.

Ferme position de classe matinée d'expérience et de maturité, voilà une tradition peu à peu acquise qu'il faut préserver.

Car *L'Humanité rouge* continue dans l'entreprise de presse que le parti inaugurerait complètement en septembre avec *PCML-Flash*, feuille d'intervention politique au minimum hebdomadaire, avec son mensuel *Travailleurs*, avec sa presse locale et ses brochures.

Ce que *L'Humanité rouge* nous a appris, ce qu'il a contribué à construire, les bonnes traditions qu'il a peu à peu forgées, devront continuer et fleurir... A travers *PCML-Flash* et *Travailleurs* que vive encore ce pourquoi nous étions attachés à *L'Humanité rouge*! Ce sera, nous le savons, le meilleur merci à tous ceux qui l'ont réalisé, rédacteurs, imprimeurs, administrateurs, à tous ceux qui l'ont diffusé, militants et amis, à tous ceux qui l'ont aidé à paraître, treize ans durant par leurs contributions et leurs souscriptions.

Le Secrétariat politique
du CC du PCML

A NOS LECTEURS, A NOS ABONNÉS, A NOS AMIS,

L'HUMANITÉ ROUGE, laisse la place à : *PCML-FLASH* *TRAVAILLEURS*
(feuille d'intervention politique) (mensuel)

POUR LE MEME TARIF D'ABONNEMENT

6 mois : 80,00 Frs

1 an : 150,00 Frs

— Les abonnés actuels de HR recevront *PCML-FLASH* et *Travailleurs* jusqu'à ce qu'expire leur abonnement initial.

— Les autres lecteurs peuvent s'abonner dès maintenant, à :

PRESSE D'AUJOURD'HUI
BP70. 94228 Charenton-le-Pont Cedex

PCML Flash

Voilà le « typon » de *PCML-Flash*, feuille recto-verso au minimum hebdomadaire, dont nous publierons quelques numéros d'essai cet été, envoyés aux abonnés de *L'Humanité rouge*.

Elle est destinée à la riposte au tac au tac à l'événement et au commentaire, aux informations rapides et aux « bloc-notes » du parti.

Elle sera quasi-exclusivement servie par abonnement — couplé avec *Travailleurs*, mensuel du parti — et largement portée à connaissance des organisations et personnalités ouvrières et populaires.

NON A L'AUSTERITE POUR LES TRAVAILLEURS

COMPRENDRE

QU'EST CE QU'UNE DEVALUATION ?

La dévaluation consiste à modifier le cours de la monnaie d'un pays par rapport à celle d'autres pays (devises étrangères). Depuis plusieurs années, les monnaies de la plupart des pays, et en particulier le dollar américain, «flottent», c'est-à-dire que leur valeur fluctue chaque jour en fonction du marché et de la spéculation. Par contre, entre la plupart des monnaies européennes (sauf la livre anglaise), des rapports fixes (avec une marge de plus ou moins 2,25%) sont établis dans le cadre du système monétaire européen (SME).

La dévaluation du 12 juin a consisté à modifier les parités de quatre des monnaies du SME :

—deux en hausse : le mark allemand et le florin néerlandais sont réévalués de 4,25% ;
—deux en baisse : le franc français perd 5,75% et la lire italienne 2,75%.

Ainsi le franc est dévalué de 10% par rapport au mark et au florin, de 3% par rapport à la lire, etc...

Le dollar, qui n'était pas touché automatiquement par la dévaluation, a poursuivi sa hausse. Il approchait 6,90 Frs le lundi 21 juin contre 6,28 Frs le 11 juin (plus 10%).

Rappelons que le 4 octobre 1981, le franc était déjà dévalué de 3% et le mark réévalué de 5,5%. Au total, depuis le 31 janvier 1981, le franc a perdu 16,6% par rapport au mark.

LES EFFETS DE LA DEVALUATION

Diminuant la valeur du franc par rapport aux autres monnaies, la dévaluation entraîne l'augmentation de la valeur des produits importés par la France et la diminution de la valeur des produits exportés à l'étranger. La dévaluation débouche donc sur une amélioration de la compétitivité de l'économie française et peut conduire à une amélioration de la balance commerciale : les importations ont tendance à diminuer et les exportations à augmenter.

Mais il ne s'agit que d'une tendance. Car l'effet immédiat de la dévaluation, c'est une détérioration du commerce extérieur : la valeur des importations augmente et celle des exportations diminue. Leur volume ne peut être modifié qu'au bout d'un certain temps, de l'ordre de 4 à 6 mois, en général. Ce n'est qu'au bout de ce délai qu'on peut percevoir les effets positifs d'une dévaluation.

Encore faut-il que, dans ce laps de temps, la hausse des prix ne vienne pas annuler les effets d'une dévaluation. C'est pourquoi toute dévaluation s'accompagne de mesures dites «d'accompagnement». Ainsi, la dévaluation du 7 octobre 1981 a été accompagnée du blocage des tarifs des services pour trois mois, du contrôle des étiquettes chez les commerçants, de la surveillance accrue des marges des distributeurs, du renforcement du contrôle du crédit et de la tentative d'instaurer un nouveau système de fixation des salaires dans la Fonction publique visant à freiner à la fois la hausse des prix et des rémunérations. C'est un tel plan d'accompagnement que le Conseil interministériel a arrêté le 12 juin, confirmé par le Conseil des ministres du 22 juin.

Blocage des prix et des salaires jusqu'au 31 octobre. Telle est la principale mesure du plan d'accompagnement de la dévaluation du 12 juin, présenté dès le lendemain. Cette mesure se veut équilibrée. Pierre Mauroy précisait, en effet, le 12 juin : «Pour que les mesures arrêtées atteignent leur plein effet, la participation de tous est nécessaire. Et en premier lieu, des partenaires sociaux. Plus que jamais, le pays a besoin d'être uni et mobilisé. La solidarité est l'expression la plus haute du civisme.»

Bref, chacun des «partenaires sociaux» (gouvernement, patronat, travailleurs) doit faire un effort pendant quatre mois pour que la situation s'améliore, que l'inflation soit réduite et que le chômage n'augmente plus, à défaut de diminuer.

QUI EST RESPONSABLE ?

La logique d'un tel discours, c'est d'abord de faire porter la responsabilité de la situation, de la dévaluation, des mesures qui sont prises sur les différents «partenaires sociaux».

Or, s'il en est qui ne sont en rien responsables de la hausse des prix, comme de la dévaluation et, à fortiori, du chômage, ce sont bien les travailleurs.

D'une part, parce que du fait de l'attaque de grande envergure menée depuis 1976 par le gouvernement Giscard-Barre et le patronat, leur pouvoir d'achat est en baisse régulière, tout comme celui des petits et moyens paysans. La hausse des prix est plus rapide que celle des salaires. Et la situation n'a pas été profondément modifiée depuis un an, du moins si l'on prend en compte l'augmentation réelle des prix et non l'indice INSEE, toujours truqué (cf. encadré).

D'autre part, ce ne sont évidemment pas les travailleurs qui exportent les capitaux et spéculent contre le franc : ce n'est pas à eux que s'adressent les offres alléchantes de placements dans des «pays refuges», telle celle que nous publions ici parmi beaucoup d'autres encore plus concrètes.

Les véritables responsables, c'est du côté du patronat, des forces du grand capital, du système capitaliste international qu'il faut les chercher. C'est à eux de payer les frais de la dévaluation, de subir les mesures d'accompagnement et non aux travailleurs. C'est ce qu'on pouvait attendre du gouvernement de gauche.

QUI VA PAYER ?

A coup sûr, du fait des moyens dont dispose le gouvernement et le secteur nationalisé, sur la fixation des prestations familiales ou des cotisations sociales ou de chômage, les mesures de blocage des salaires seront appliquées. Le patronat se servira, de son côté, des recommandations gouvernementales pour refuser toute hausse jusqu'au 31 octobre. Les patrons de Talbot ne le font-ils pas déjà ?

Mais dans le même temps, la hausse des prix sera-t-elle effecti-

vement arrêtée ? A coup sûr non. D'une part, parce que le blocage des prix ne sera pas total. La liste des exceptions est déjà importante. Mais aussi parce qu'un véritable blocage des prix et des marges est très difficile à contrôler par les seuls fonctionnaires spécialisés. Et le patronat, le grand commerce est spécialisé dans la manière de tourner le blocage des prix : il suffit de modifier la présentation d'un produit pour prétendre qu'il est nouveau et augmenter. Si les mesures de blocage conduisent à un ralentissement de la hausse des prix, ceux-ci augmenteront de l'ordre de 2 à 3% quand même d'ici fin octobre. Et à ce moment-là, la libération des prix risque de provoquer une nouvelle flambée de ceux-ci.

Au total donc, les ouvriers et employés enregistreront une baisse de 4 à 5% de leur pouvoir d'achat. Les petits et moyens paysans verront aussi leurs revenus une nouvelle fois baisser. Les mesures du gouvernement frap-

pent donc les travailleurs et non le patronat et les forces du grand capital.

UNE MAUVAISE ORIENTATION

Présentant la «seconde phase» du programme d'action du gouvernement, la Lettre de Maignon rédigée par les services du premier ministre, prétend que «le gouvernement ne change pas de politique. Il en maintient l'objectif : la croissance industrielle au service de l'emploi. Il en maintient l'instrument : la relance de l'économie. Il en maintient la condition : la maîtrise des grands équilibres.»

Mais par delà les mots c'est, comme on l'a vu, l'instauration d'une politique d'austérité pour les travailleurs. Est-ce complètement nouveau ? Certes pas, puisque déjà au lendemain des cantonales le gouvernement avait fait des cadeaux considérables (près de 20 milliards de francs) au patronat et aux monopoles capitalistes, sans contrepartie.

les principales mesures

PRIX :

- Blocage des prix à la production du 11 juin au 31 octobre 1982 ;
- Blocage des marges commerciales en valeur absolue du 11 juin au 31 octobre, sauf pour les céréales, le lait, le sucre, les produits frais saisonniers (fruits et légumes) ;
- Les modifications des taux de TVA au 1^{er} juillet (baisse pour certains produits de première nécessité, relèvement de 17,6% à 18,6% du taux «normal») devront se faire sans modification pour les consommateurs ;
- Les prix des produits énergétiques ne sont pas bloqués ;
- Hausse des tarifs publics limitée à 10% cette année ;
- Gel des loyers jusqu'au 31 octobre ;
- Gel des honoraires des professions libérales jusqu'au 31 octobre.

SALAIRES :

- Blocage du 1^{er} juillet au 31 octobre, sauf pour les salariés payés au SMIC qui sera augmenté de 3,42% au 1^{er} juillet, sans entraînement sur les autres salaires ;
- Gel des salaires des 6 millions de fonctionnaires ou assimilés jusqu'au 31 octobre ;
- Rabaissement de 14% (hausse des prix depuis un an) à 6,2% de l'augmentation des allocations familiales au 1^{er} juillet.

COTISATIONS

- Nouvelle augmentation probable des cotisations Sécurité sociale des salariés (déjà 1% de plus au 1^{er} novembre 1981) ;
- Les fonctionnaires et assimilés devront également contribuer au financement de l'UNEDIC (assurance chômage). Le taux n'est pas encore fixé.

LA BAISSA DU POUVOIR D'ACHAT

Si l'on prend en compte les salaires mensuels (avec baisse de la durée du travail, primes, heures supplémentaires), les cotisations sociales et les impôts payés, ainsi que les allocations perçues, on constate que le pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers a diminué d'avril 1981 à avril 1982, sauf pour les familles ayant deux enfants (du fait de la revalorisation des allocations familiales de ces familles début 82) :

	Variation avec l'indice INSEE des prix	Variation avec l'indice CGT des prix
Célibataire	-0,8%	-1,6%
Couple où seul l'un travaille		
— sans enfant	-0,7%	-1,6%
— avec un enfant	-0,8%	-1,6%
— avec deux enfants	-1,5%	-0,8%
Couple où les deux conjoints travaillent		
— sans enfant	-0,3%	-1,2%
— avec un enfant	-0,3%	-1,3%
— avec deux enfants	-1,1%	-0,3%

Précisons que les statistiques du ministère du Travail viennent d'indiquer qu'au premier trimestre 1982, le pouvoir d'achat des salaires ouvriers a baissé de 0,6%.

Où est passé cet argent ? En tout cas pas dans les investissements qui continuent de diminuer.

Plus le gouvernement fait de concessions aux forces du grand capital, plus celles-ci en demandent de nouvelles :

- Gattaz exige «un changement profond de la politique économique et sociale», la suspension de la loi pourtant encore bien timide sur les droits nouveaux des travailleurs, juge «intolérable» le blocage des prix ;
- Chirac, Giscard et l'ensemble de la droite mènent une campagne arrogante pour exiger de nouvelles mesures contre les travailleurs ;
- La Banque des règlements internationaux, entre les mains des tisserances d'argent, demande «une action rapide et efficace pour maîtriser l'évolution des salaires.»

Voilà où mène une politique qui ne s'attaque pas au système capitaliste, à ses lois et à sa politique de compétitivité, productivité, rentabilité, qui ne s'attaque

pas aux racines de la crise capitaliste, qui prétend concilier dans un effort commun, les intérêts des travailleurs et ceux du capital. Une telle politique conduit à gérer la crise sur le dos des travailleurs, à accroître leur déception et leur démobilisation, à contribuer à l'échec de la gauche. Une telle politique conduit à l'impasse.

S'ATAQUER AUX PROFITS

Une autre politique est nécessaire et possible. Face au patronat et à la droite, aux forces du grand capital, elle consiste à prendre appui sur les aspirations et revendications ouvrières et populaires, à développer leur mobilisation et leur rassemblement, à s'attaquer aux profits. De premières mesures dans ce sens, pour combattre à la fois l'inflation et chômage, consisteraient à :

- bloquer les prix de tous les

produits de consommation courante,

- contrôler les marges à tous les niveaux,
- contrôler les mouvements de capitaux et taxer la spéculation, en particulier tous ceux qui profitent de la dévaluation,
- augmenter l'impôt, pour l'instant symbolique, sur les grandes fortunes,
- utiliser les profits capitalistes pour les cotisations chômage et sécurité sociale,
- revaloriser réellement les bas salaires,
- suspendre les licenciements en cours,
- donner un recours suspensif aux comités d'entreprise pour tout ce qui concerne l'emploi,
- embaucher les travailleurs contractuels, à statut précaire et régulariser tous les immigrés,
- indemniser tous les chômeurs,
- garantir les revenus des petits et moyens paysans.

Pierre BAUBY

LES REACTIONS

Pierre Mauroy : « Nous sommes déterminés à nous battre, à purger notre économie de son trop d'inflation. Nous sommes déterminés à conduire une politique de blocage des salaires et des prix pendant quatre mois (...). Je suis persuadé que si l'on accepte pendant quatre mois de faire la chaîne contre l'inflation, si on accepte tout au moins de soutenir cette politique gouvernementale, on se retrouvera à l'automne avec un pays qui continuera sa politique de relance, qui marquera des points contre le chômage et nous aurons réussi à ramener le taux d'inflation en-dessous de 10, en tout cas je l'espère. » Ayant rappelé qu'il voulait maintenir le pouvoir d'achat moyen et augmenter les bas salaires, Pierre Mauroy poursuit, en ce qui concerne le blocage des salaires : « Je ne tiens pas à recourir à une loi. Si toutes les organisations sont prêtes à apporter leur concours au gouver-

nement pour obtenir le blocage des prix et salaires par autodiscipline, il n'y aura pas de loi. Si elles ne nous apportent pas cet appui et estiment que c'est au gouvernement de prendre ses responsabilités, nous déposons un projet de loi. »

Le CNPF : « L'entreprise française est en péril. Il faut un changement profond de la politique économique et sociale. Le blocage des prix est inacceptable dans une économie moderne et intolérable pour les entreprises françaises déjà gravement affaiblies. Il faut suspendre l'application des lois Auroux qui contiennent des mesures paralysantes et coûteuses. Nous tirons la sonnette d'alarme et si cela n'est pas efficace, nous serons forcés de mettre des traverses sur le ballast. »

Le CGT. Henri Krasucki au 41^e Congrès confédéral de Lille : « Le blocage des salaires est une erreur économique et une faute politique. » A sa sortie de la table ronde, la délégation CGT a déclaré : « La CGT est d'accord pour lutter contre l'inflation, mais elle a fait part de son souci de voir renforcer les moyens de contrôle des prix. (...) Il est aussi nécessaire que soit mise en œuvre une autre politique pour les aides publiques aux entreprises. La contrepartie en ce domaine doit être qu'elles aident à la réussite des objectifs fixés et, entre autres, à la reconquête du marché intérieur. (...) Mais nous ne pensons pas que le gel, même temporaire, des mesures sociales soit efficace pour lutter contre l'inflation. Nous ne pouvons donner notre accord aux mesures de blocage. Nous pensons qu'elles sont inefficaces et risquent d'être socialement dangereuses. »

La CFDT : « Nous avons donné notre accord pour lutter contre l'inflation. Nous ne voulons nullement participer au front du refus. Pour ce qui concerne le blocage des salaires, le gouvernement doit non pas légiférer, mais faire appel à l'autodiscipline des syndicats et des chefs d'entreprise. Il faut qu'il y ait négociation pour que soient pris en compte les accords déjà passés et pour qu'en 1982 il n'y ait pas perte du pouvoir d'achat au moins jusqu'à deux fois le SMIC. »

La FEN : Si elle « approuve le contrôle des prix et la lutte contre l'inflation », elle ne peut cependant accepter « le glissement de la rigueur à l'austérité ». Concernant la Fonction publique, « la FEN ne peut accepter la remise en cause de l'accord qu'elle vient de signer avec le gouvernement. »

FO : « ...ne peut accepter le blocage des salaires. Car il en résulterait le gel de situations anormales qui ne pourraient de ce fait être corrigées et ne peut pas davantage accepter la non-application des accords existants et moins encore la suspension de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives. »

La FNSEA : « Les agriculteurs sont les seuls à faire des sacrifices pour lutter contre l'inflation, puisque leur revenu est en baisse depuis huit ans. »

Ils organisent la fuite des capitaux

Le franc vient encore d'être dévalué. Quoi d'étonnant quand les capitalistes spéculent et placent leur argent à l'étranger ? Les contrôles douaniers sont pour ces gens-là de véritables passoirs, et au cas où ils n'auraient pas encore trouvé la filière, des officiers spécialisés leur offrent leurs services. Et ce ne sont pas de fouches entremetteurs clandestins, mais des sociétés ayant pignon sur rue en Suisse, aux Pays-Bas, aux USA ou à Paris. L'honorable «Fiduciaire générale S.A.» est de plus membre de la Chambre suisse des sociétés fiduciaires. Le mur d'argent est là et l'on attend de voir ce que fera le ministère du Budget qui a été alerté. En attendant nous sommes en mesure de publier l'offre de service de cette société pour un séminaire qui «suggèrera» des solutions pour les pauvres capitalistes menacés dans leur patrimoine.

Hervé DASTAR



Lausanne, mai 1982

Concerne : Séminaire "Comment protéger ses actifs en période de troubles?"

Madame, Monsieur,

Comme le relevait récemment M. Raymond Barre à Lausanne, l'Europe est actuellement menacée dans sa sécurité militaire, son avenir économique et ses structures politiques.

Nombreux sont ceux, particuliers ou entreprises, qui devant un avenir incertain préfèrent anticiper sur les événements et chercher d'ores et déjà des solutions concrètes pour protéger leur patrimoine.

Forts de l'expérience accumulée en aidant nos clients à établir des plans de protection internationaux, il nous a paru utile d'organiser un séminaire sur ce thème. Il est d'abord destiné à sensibiliser les participants aux risques qui mettent en péril leurs entreprises et leurs fortunes privées lors de crises politiques et militaires, nationales et internationales.

Notre but n'est pas de fournir des recettes passe-partout, mais bien plutôt de suggérer, à partir de cas pratiques exemplaires, des plans adaptés aux circonstances et aux pays refuges choisis.

Vous trouverez, en annexe, un numéro de notre "ATAG expériences et conseils" vous orientant plus en détail sur le sujet qui sera traité lors de ce séminaire.

Ne restez pas silencieux devant les massacres israéliens au Liban

ENVOYEZ-VOS DONNÉS

Plusieurs organisations humanitaires ou de solidarité franco-palestinienne organisent des collectes, pour envoyer des équipes médicales, des médicaments, du matériel chirurgical aux populations libanaise et palestinienne victimes de l'agression israélienne.

- Envoyez vos dons à :
- Association médicale franco-palestinienne, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris, CCP La Source 34 521 83 N.
 - Association de solidarité franco-arabe, 12 et 14, rue Augereau 75007 Paris, CCP 16 582 14 Paris.
 - Cimade, CCP 4088 87 Y Paris.
 - Secours catholique (mention : Liban), CCP 5620 09 K Paris.
 - Secours populaire français, CCP 654 37 H Paris.
 - Une équipe, dirigée par le professeur Larivière, dirigeant de l'AMFP, est partie le 19 juin, avec des fonds, du matériel médical et chirurgical.
 - Une équipe, dirigée par Lucien Bitterlin, de l'ASFA, est partie le 22 juin, en emportant des médicaments de première urgence.
 - Un avion, chargé de médicaments, a été envoyé par le Secours populaire.

L'AMERTUME DE L'O.L.P.

Dans un discours, rapporté par l'Agence palestinienne Wafa, Yasser Arafat a dénoncé l'absence de réactions concrètes des pays arabes : « J'ai le droit de m'interroger sur les raisons de l'hésitation des Arabes à recourir à leur énorme potentiel économique, militaire et humain pour faire face à Israël. Les sacrifices consentis par les peuples libanais et palestiniens ne seront pas vains. Ils entraîneront un changement dans le monde arabe malgré l'hésitation de certains Arabes et la lâcheté d'autres, qui ont paralysé la volonté du monde arabe. »

Soulignant qu'au Liban, « les forces palestino-progressistes ont mené au prix de leur sang la plus noble bataille arabe », Arafat a conclu : « Nous ferons de Beyrouth un Stalingrad arabe. » Un autre dirigeant palestinien, Abou Ayad, a déclaré au journal Le Monde : « Nous avons résisté à l'armée israélienne plus que toutes les armées arabes et avons démontré qu'il fallait le faire avec des hommes plutôt qu'avec une aviation et des blindés ou la supériorité israélienne est manifeste. Le président Assad aurait mieux fait d'envoyer trente mille fantassins. Les Arabes sont tous du complot. Quant à la Syrie, elle a pris peur. »

« L'attitude soviétique est encore plus inexplicable. Nous avons interrogé Moscou publiquement et en secret. Nous n'avons reçu que des encouragements symboliques : "Nous sommes avec vous, nous faisons pression". Comment l'Union soviétique peut-elle se permettre pareille passivité quand les Etats Unis sont partie prenante de la bataille de façon aussi flagrante ? Je ne comprends pas. »

APPEL DES SYNDICATS ARABES

Dans son intervention devant le 41^e Congrès de la CGT, le secrétaire général adjoint des syndicats arabes (CISA) a fait appel à la solidarité des travailleurs français face à l'agression israélienne au Liban :

« Notre souhait le plus cher est que les ouvriers européens et français, notamment, prennent conscience de la douloureuse situation des travailleurs et du peuple de Palestine, pour qu'ils puissent contribuer à l'instauration de la paix et de la justice dans cette partie si proche de l'Europe et où la situation risque de dégénérer en une guerre dévastatrice qui n'épargnera pas la

sécurité de l'Europe. (...) »

« Nous vous demandons instamment de proclamer fortement et clairement votre solidarité avec les peuples libanais et palestiniens : contribution financière, dons de sang, vêtements, médicaments et équipements de camping. »

« Nous vous demandons d'adresser des télégrammes de protestation aux Nations Unies, au Conseil de sécurité, à la Croix rouge et aux autres organisations internationales pour exiger la cessation de l'agression et le retrait inconditionnel des forces sionistes de tout le territoire libanais. (...) »

NON AUX SLOGANS ANTISEMITES!

Le journaliste israélien Ilan Halévi s'insurge à juste titre contre certains slogans hostiles aux Juifs que l'on a vu poindre ici ou là. Ces relents d'antisémitisme, outre leur caractère fondamentalement raciste, sont tout à fait préjudiciables au nécessaire dialogue entre Juifs et Arabes, tant en France qu'en Israël même.

Nous publions ici la mise au point d'Halévi, parue dans le dernier numéro de Solidarité-Palestine :

« Au cours des récentes manifestations sur la Palestine qui se sont déroulées à Paris — en particulier celle du 5 juin et celle du 10 juin — certains manifestants ont soulevé le mot d'ordre de "Juifs assassins!" et d'autres ont apparemment trouvé nécessaire de le reprendre. La presse, en tous cas, (Le Monde et Libération) n'a pas manqué de signaler l'apparition dans la rue de cette expression, dont l'usage constitue d'ores et déjà un argument de propagande dans la bouche de nos ennemis sionistes. Depuis des années, le peuple palestinien lutte contre l'amalgame entre Juifs et sionistes, et son corollaire — l'amalgame entre l'antisémitisme et la haine des Juifs. Ceux qui, de "bonne" ou de mauvaise foi, dévotent en slogans racistes la juste colère des Arabes et de leurs amis se rendent-ils compte qu'ils se mettent ainsi au service des assassins ? »

« Les Juifs de France ne sont pas tous sionistes, même si les sionistes prétendent parler en leur nom. Il serait criminel — alors même que de faibles voix juives se font entendre pour dénoncer le crime autant que l'imposture, et laissent entrevoir la possibilité d'une rupture du consensus pro-Israël au sein de ce qu'on appelle, trop rapidement, la "communauté juive" — de les rejeter dans les bras de Begin, Sharon et cie. Et c'est ici que la passion généralisatrice rencontre la provocation. »

15 ans après l'invasion de l'armée israélienne en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza, au Sinaï, au Golan, 120 000 soldats israéliens ont envahi le Liban.

L'objectif est clairement avoué. Il s'agit d'anéantir la résistance palestinienne au Liban — ce qui passe par l'extermination physique des populations palestiniennes — et d'installer au Liban un gouvernement pro-Israël. Selon la logique sioniste, il y a un peuple de trop au Proche-Orient, le peuple palestinien. Les plus extrémistes des rabbins israéliens ne vont-ils pas jusqu'à écrire, en toute impunité, des articles fascistes, légitimant « la Sainte obligation de perpétrer un génocide, selon les préceptes de la loi religieuse juive ».

Les colons d'Amérique ont réussi une grande première dans l'histoire de l'inhumanité : l'extermination des Indiens. Dans l'indifférence quasi-générale, le peuple palestinien connaîtra-t-il le même sort, ou au mieux sera-t-il une nouvelle fois dispersé aux quatre coins du monde arabe ?

Quand Mitterrand réclame le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban, donc aussi le départ de l'OLP, oublie-t-il si facilement que les Palestiniens ne sont pas venus au Liban de gaieté de cœur ? Chassés de leurs terres par Israël en 1948, puis en 1967, fuyant les massacres de Jordanie en 1970, où peuvent-ils aller en 1982 ?

A moins de régler le problème palestinien à la Hitler (en Israël, certains appellent ça la « solution finale »), n'est-il pas clair que la seule solution qui concilie la justice et la paix, est la création d'un Etat palestinien. Avant qu'il ne soit trop tard.

Et pour commencer, l'Europe, si prompt à décréter l'embargo contre l'Argentine au moment des Malouines, ne devrait-elle pas prendre des sanctions contre Israël, lui signifiant, ainsi, autrement que par de molles déclarations, que « trop, c'est trop ».

Le peuple palestinien n'a jamais rien espéré du côté américain dont le soutien à Israël ne s'est pas démenti cette fois encore. Mais que dire de la passivité de Moscou, qui se prétend l'alliée naturelle du monde arabe contre l'impérialisme et le sionisme ? « C'est dans les épreuves que l'on reconnaît ses amis ». Or, comme en 67, l'URSS se montre bien avare des gestes concrets. Il faut croire que les discussions avec Washington sur les questions de désarmement ne souffrent pas d'être compromises par une aide à l'OLP.

Abandonnée des gouvernements arabes, en particulier de la Syrie dont les troupes sont présentes au Liban, l'OLP a pourtant réaffirmé sa détermination de combattre les troupes israéliennes en cas d'assaut de Beyrouth.

En France, il est de notre devoir, de devoir de tous les travailleurs, de leurs organisations politiques et syndicales, de soutenir le peuple palestinien. Manifestations, collectes, meetings doivent se multiplier. Nous publions ci-dessous plusieurs prises de position. Il faut noter en particulier l'émergence, certes encore minoritaire, d'un courant d'opposition à la politique israélienne parmi la communauté juive française. Courant qui trouve son homologue en Israël-même. Bien des Juifs qui avaient soutenu Israël jusqu'à maintenant, s'en désolidarisent aujourd'hui. C'est une raison d'espérer.

Comme l'indiquaient deux Israéliens, le général de réserve Matti Peled, président du Conseil pour la Paix Israël-Palestine, et l'ancien député Uri Avnéri : « On peut changer l'opinion publique israélienne et à partir de là la politique d'Israël. La bataille décisive, c'est celle de l'opinion publique israélienne. Et il serait très important que Pierre Mendès-France, unanimement respecté en Israël, élève la voix. »

Claude LIRIA



REACTIONS EN FRANCE

● Pour la première fois, une soixantaine de mathématiciens français ont lancé un appel au boycott des « relations officielles avec les institutions scientifiques israéliennes ». Cet appel mérite d'autant plus d'être signalé que, jusqu'à présent, la plupart des mathématiciens français entretenaient d'excellentes relations avec l'école de mathématiciens israélienne, comme en témoigne la tenue à Paris, il y a deux mois, d'un colloque franco-israélien de mathématique.

Voici le texte de l'appel : « L'invasion du Liban par l'armée israélienne et les conditions barbares de cette intervention créent une situation nouvelle devant laquelle il est impossible de ne pas crier notre indignation, et nous forcent à réviser les bases sur lesquelles étaient fondées jusqu'ici les relations officielles des communautés scientifiques françaises et israéliennes. »

« En effet, ce qui était déjà visible de la politique du gouvernement israélien en Cisjordanie a malheureusement pris un tour spectaculaire : la décision préméditée d'anéantir ou, à tout le moins, de disperser de façon définitive la communauté palestinienne. Cette politique ne recule plus devant aucun moyen : les massacres de populations civiles au Liban en témoignent. »

« Nous lançons un appel solennel aux scientifiques et intellectuels israéliens, en particulier aux mathématiciens avec lesquels beaucoup d'entre nous ont entretenu jusqu'ici des rapports étroits, afin qu'ils se désolidarisent de cette politique insensée. »

« Dans l'état actuel des choses, nous demandons à nos collègues scientifiques de suspendre les relations officielles avec les institutions scientifiques israéliennes. »

● Plusieurs institutions chrétiennes ont pris position contre l'intervention israélienne au Liban : la Fédération protestante de France, la Confédération mondiale des Chrétiens pour la Palestine, le Conseil des Eglises du Moyen-Orient réunissant les Eglises protestantes de cette région et la Jeunesse ouvrière chrétienne.

Le Comité France-Jérusalem, rassemblant des Chrétiens, des Musulmans et des Juifs (Montaron, directeur de *Témoignage Chrétien*, Ilan Halévi, journaliste israélien, le pasteur Etienne Mathiot, monseigneur Joseph Nasrallah...) a lancé un appel où il est dit notamment :

« Nous sommes également révoltés par l'amalgame constamment et complaisamment entretenu qui identifie une faction libanaise (les Phalanges) aux « Chrétiens ». La majorité des chrétiens libanais (orthodoxes, Grecs-orthodoxes, melkites, mais aussi maronites) ont depuis fort longtemps exprimé leur refus de se reconnaître dans les discours et les pratiques de cette faction, et se sont proclamés solidaires de leurs compatriotes musulmans, ainsi que de leurs frères palestiniens. Les chrétiens de Palestine, qui souffrent et luttent depuis plusieurs décennies aux côtés des musulmans face à un adversaire commun, constituent la réfutation vivante de

cette intolérable confusion. »

« La tragédie qui s'est abattue sur le Liban — qui n'est que l'extension du drame palestinien — n'est pas un conflit entre chrétiens et musulmans. C'est le résultat d'une entreprise politique et étatique basée sur le détournement et le dévoiement de la foi à des fins matérielles inhumaines. »

« Nous lançons un appel à tous les croyants (...) Les chrétiens de France doivent prendre, à l'égard de ce drame, la même position solidaire qui fait leur honneur, lorsqu'il s'agit de la Pologne ou de l'Amérique latine. Les Juifs de France doivent refuser de se laisser embrigader par les chantages de l'agression et exprimer leur protestation contre des atrocités commises en leur nom. »

● Pour la première fois en France, plusieurs centaines de Juifs ont manifesté devant l'ambassade d'Israël, le 15 juin, pour se désolidariser du gouvernement israélien.

Pierre Vidal-Naquet, Laurent Schwartz, Alexandre Minkowski, maître Rapport, Guy Konopnicki, étaient parmi les signataires de l'appel, auquel s'étaient associés plusieurs organisations juives dont l'Association des Juifs de gauche, le cercle Gaston Crémieux, Renaissance de la presse juive :

« Parce que nous sommes bouleversés par les massacres du Liban, les vies libanaises, palestiniennes et israéliennes sacrifiées à des rêves absurdes de grandeur et de puissance. Parce que nous sommes attachés à l'avenir de l'Etat d'Israël et de son peuple autant qu'au droit des Palestiniens, nous voulons marquer par un geste concret de paix notre refus d'accompagner le gouvernement israélien dans une politique de mort et de conquête que rien ne peut aujourd'hui justifier. Parce que la conscience juive doit montrer son existence, nous appelons tous les Juifs qui ne peuvent admettre ce qui se passe aujourd'hui au Liban à manifester silencieusement et dignement devant l'ambassade d'Israël. »

● Par ailleurs, la revue *Israël-Palestine* lance un appel pour « appeler les Juifs en France à exprimer leur réprobation devant l'intervention israélienne contre le Liban. »

● Une délégation médicale conduite par le professeur Minkowski est partie le 16 juin pour le Liban. Sa mission, définie par le ministre de la Santé, Jack Ralite, est de promouvoir la solidarité médicale et sanitaire de la France avec les populations libanaise et palestinienne, victimes de l'agression israélienne.

DES CITOYENS ISRAËLIENS ORIENT LEUR HONTE

● Près de mille citoyens israéliens ont lancé une pétition réclamant le retrait immédiat des forces israéliennes. L'initiative lancée par plusieurs universitaires de Tel-Aviv, « en dehors de tout parti ou de toute organisation formelle » a permis de recueillir trois listes de signatures en une semaine dans le quotidien *Haaretz*, sous le texte suivant : « Assez. Les signataires appellent le gouvernement d'Israël à mettre fin à la guerre sur tous les fronts et à évacuer le Liban immédiatement. »

● 2 000 manifestants ont réclamé l'arrêt des « bains de sang au Liban. »

● Le dernier numéro de *Solidarité Palestine*, édité par l'Association médicale franco-palestinienne, publie l'appel de la Ligue israélienne des droits de l'homme et du citoyen, présidée par le professeur israélien Israël Shakhak, sur la situation dans les territoires occupés depuis 67 : « Des enfants sont quotidiennement assassinés dans les territoires. Des gens "disparaissent" et lorsque leurs cadavres sont retrouvés, des communiqués laconiques sont publiés. Aucune enquête n'est ouverte. Des colons se vantent de kidnapper des enfants, de les frapper et de les remettre à l'armée pour qu'elle finisse le travail. Tous les territoires occupés sont pleins de sang, de tortures et de cruautés. »

« En même temps, de nouvelles confiscations de terres se produisent, de nouvelles implantations de terres sont érigées sur des terres cultivées, souvent en fonction de l'arbitraire d'employés subalternes. Et à cela s'ajoute la menace d'expulsion à l'encontre de la population toute entière. »

« Tout cela s'accomplit au moyen de méthodes dont l'objectif avoué est d'opprimer et d'humilier. »

« La situation dans les territoires occupés est celle de la barbarie. Ceux qui se taisent sont également responsables des atrocités. »

« A tous les hommes, nous demandons : ne restez pas silencieux ! »

● L'historien français P. Vidal-Naquet a reçu une lettre d'un

professeur israélien de l'Université de Tel-Aviv, Benjamin Cohen, dont des extraits ont été publiés dans *Le Monde* :

« Je vous écris en écoutant le transistor qui vient d'annoncer que "nous" sommes en train "d'atteindre notre objectif" au Liban : assurer "la paix" aux habitants de la Galilée. Ces mensonges goebbelsiens me rendent fou. Il est clair que cette guerre sauvage, plus barbare que toutes les précédentes, n'a rien à voir ni avec l'attentat de Londres ni avec la sécurité de la Galilée ; mais, si les leaders de l'opposition, des professeurs "respectueux", des journalistes soi-disant objectifs répètent tout comme des perroquets les slogans de Begin et de Sharon, que peut-on exiger de l'homme de la rue ? Pour le moment (mais je ne crois pas que ça tiendra à la longue), "l'unité nationale" est presque parfaite. (...) Nous ne sommes qu'un tout petit groupe d'opposants. Nous ici, comme les Palestiniens là-bas, nous sommes complètement isolés, abandonnés même par nos proches, et... vaincus. Au moins à l'heure actuelle. A tout ça il faut encore ajouter l'appui scandaleux de Reagan et de ses complices. On ne parle plus d'une invasion limitée à 40 km de la frontière ; c'est une véritable blitzkrieg, sans limites, sans front ni arrières, sans restrictions quelconques. »

« J'entends sans cesse le bruit de notre aviation : ils passent jour et nuit pour bombarder des villes et des villages peuplés, des camps de réfugiés chassés déjà une fois de leurs maisons — et par nous-mêmes. Pas de pitié ! Des Juifs, fils d'Abraham, "les misericordieux", sans pitié ? Des Juifs, victimes eux-mêmes de tant de cruautés, peuvent-ils devenir tellement cruels ? Quelle honte ! Le plus grand succès du sionisme n'est donc que ceci : la "déjudéisation" (si un tel mot existe) des Juifs. »

« Faites, je vous prie, chers amis, tout ce qui est en votre pouvoir pour que les Begin et les Sharon n'atteignent pas leur double objectif : la liquidation finale (j'emploie une expression qui est à la mode ici ces jours-ci) des Palestiniens en tant que peuple et des Israéliens en tant qu'êtres humains. »



CITROËN VICTOIRE DES TRAVAILLEURS AUX ELECTIONS

Mardi 28 se sont déroulées à Aulnay les élections professionnelles dans le premier collége. La CGT passe de 9% à 58% des voix, la CFDT de 1,5 à 5,9%. La CGT passe d'un siège de délégué à 12, la CFDT aura désormais un siège.

La CSL passe de 82% à 33%. C'est une défaite majeure pour cette officine patronale. FO passe de 6,3 à 3,6%.

Jusqu'au dernier moment, la direction a fait le maximum pour amener les travailleurs à voter pour la CSL, ou pour qu'ils ne votent pas. Des travailleurs se sont vu proposer 500,000frs pour voter « dans le bon sens » : au cas où malgré cette « prime », ils n'auraient pas ramené à leur chef les bulletins CGT et CFDT, les 500,000frs leur auraient été retenus sur leur paye comme «acompte». Citroën veut acheter le vote des travailleurs, mais en prenant des garanties!

Des travailleurs ont le jour-même des élections dénoncé devant les caméras de TF1 cette tentative d'achat dont ils avaient été l'objet.

Par ailleurs, la direction avait proposé des congés sans solde aux travailleurs pendant la période précédant les élections, et elle a fait pression sur certains pour qu'ils ne viennent pas le jour-même. Echec : le taux de participation est record, il passe de 75% à près de 90%.

Enfin, un tract signé « les travailleurs libres de Citroën » a été distribué massivement, dans les vestiaires notamment, la nuit précédant les élections. Ce tract anticommuniste et antigégéliste à outrance n'a pas eu plus d'effet que les autres manœuvres.

Ce succès aux élections est bien évidemment le résultat de la grève de cinq semaines menée par les travailleurs de Citroën. « CSL à la poubelle ! », c'est maintenant en bonne voie.

Le nouveau rapport de force obtenu par la lutte va permettre maintenant aux travailleurs de Citroën de poursuivre leurs luttes dans de bien meilleures conditions.

Cette victoire est aussi bien évidemment un succès très important pour la CGT, dont les militants, en particulier ceux qui depuis des années faisaient face dans l'isolement à une répression féroce, voient leurs efforts aboutir à un renforcement décisif de leur organisation dans ce bastion du patronat de l'automobile qu'est Citroën.

Marc PERRIN

Samedi 19 au soir, à Tournant-en-Brie, la CGT fête la victoire avec plus d'un millier de travailleurs de chez Citroën, au cours d'un grand méchoui. Victoire confirmée trois jours plus tard aux élections.



Le déroulement des élections à Citroën-Aulnay. Les autres photos sont des vues de la fête de la victoire le 19 juin.



L'HUMANITE ROUGE

Fondateur : Jacques JURQUET
Directeur politique : Pierre BURNAND
Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI
Commission paritaire : N° 57952 - dépôt légal : 2^{ème} trimestre 1982.
Téléphone : 16 (1) 893. 87. 16.
Presse d'Aujourd'hui, 8P 70 94223 Charenton-le-Pont Cedex

TALBOT IL FAUT DEVELOPPER LA SOLIDARITE

A Talbot, la situation n'a pas évolué. La direction refusant toujours de donner satisfaction aux légitimes revendications des grévistes. Ce qu'elle refuse aux O.S., en ce qui concerne les salaires (400 francs d'augmentation), non sans s'appuyer sur les décisions gouvernementales de blocage, elle l'accorde et même plus à sa maîtrise. Elle prétend même infliger des sanctions à des grévistes et fait donner en permanence la CSL pour maintenir dans l'usine une situation de tension marquée par de multiples provocations et incidents violents à l'égard des grévistes. Dans l'usine et à l'extérieur : ce mardi 22 juin, elle a organisé avec la CSL et autres prétendus fournisseurs ou clients de Talbot, un blocage routier de l'usine

et, en fait, de la ville de Poissy, durant plusieurs heures, alors que devait se tenir (et s'est tenu) un meeting organisé par la CGT devant l'entreprise.

Bref, la direction persiste dans l'épreuve de force.

On apprendit, ce mercredi 23 juin, la désignation par le gouvernement du même médiateur que pour la grève de Citroën.

Les grévistes restent tout à fait déterminés à en finir avec le système Talbot, à faire entrer les libertés syndicales, les libertés, dans l'entreprise, à conquérir leur dignité de travailleurs, dans des conditions où, compte tenu de ce qu'est l'usine de Poissy ainsi que son environnement politique, l'ennemi de classe dispose de

forças et de points d'appui sérieux.

Signalons à cet égard que par exemple, le maire de Saint-Germain-en-Laye, M. Péricard, grand libéral, a prêté une salle de sa mairie le 17 juin pour une réunion-meeting du PFN sur le thème « Halte à la dictature des syndicats marxistes »...

La solidarité, notamment financière, aux grévistes doit se développer très largement. Pour en donner une idée, il faut savoir que 600 millions (anciens) seront nécessaires début juillet pour assurer un minimum aux travailleurs en lutte.

On peut envoyer messages et soutiens financiers aux unions locales de Poissy, 12 Bd. Lemelle, 78300 Poissy.

Gilles CARPENTIER



Place de la mairie à Poissy : une carte CSL brûlée (10 juin)

ALLEVARD GRENOBLE

3 semaines de grève
avec occupation

Depuis février 82, les travailleurs d'Aciers d'Allevard sont en conflit sur les revendications suivantes :

- les 39 heures sans perte de salaire et sans contreparties, avec embauches correspondantes ; - une véritable cinquième semaine de congés payés (sans remise en cause des permissions non compensables et des congés d'ancienneté) ; - un contrat de solidarité (création possible de 70 emplois) ; - la garantie et la progression du pouvoir d'achat ; - l'embauche des intérimaires et des contrats à durée déterminée ; - 500 Frs d'augmentation jusqu'à 2,5 fois le SMIC ; - une heure d'information syndicale payée par mois à tout le personnel.

A partir d'une grève reconductible de 24h (11 mai), des négociations s'engagèrent le 12, sans résultat. Le 13 au matin, une assemblée générale des ouvriers décida l'occupation de l'usine avec piquets de grève, nuit et jour jusqu'à satisfaction des revendications. (Vote de l'AG à bulletin secret : 199 présents sur 429 ouvriers. Pour l'occupation : 174. Contre : 21. Blanc : 4).

Les négociations s'engagèrent immédiatement, mais apparemment sans volonté de la direction de les mener à bien, puisqu'elle assigne en référé 23 ouvriers et engage une procédure d'expulsion des ouvriers de l'usine.

Les Aciers d'Allevard n'avaient pas connu une telle détermination dans la grève depuis 11 ans. La CGT, qui est à l'initiative de la grève, a pris contact avec la CFDT, et ensemble dans le cadre de diverses commissions chargées du bon fonctionnement de la grève, elles dirigent et popularisent le conflit. Les travailleurs des usines environnantes ont apporté par leur soutien financier une aide aux grévistes.

La reprise du travail, lundi 31 mai, s'est faite dans la joie d'avoir gagné et ce de façon unitaire.

Ce conflit montre que les patrons n'accepteront jamais de bon grés des mesures qui ne vont pas dans le sens de leur intérêt. Ils ont utilisé toutes les possibilités à leur disposition pour briser le mouvement : tribunal, coups

de téléphone, distribution de lettres personnelles par la maîtrise, etc...

Mais la direction suspend les négociations... Ces négociations reprennent à l'initiative de la Direction départementale du Travail, et sous la pression des travailleurs de l'usine.

En effet, à part quelques anicroches, la lutte est menée avec une volonté d'unité à la base par les militants et les sympathisants des deux syndicats. Cette unité est le résultat d'un refus des pratiques antérieures : grèves sectorielles, conflits entre les syndicats, etc...

Une première proposition de la direction est repoussée, mais enfin après une nuit entière de négociations, nuit du 28 au 29 mai, à 6 heures du matin, un protocole d'accord est signé. Ce qui a été obtenu :

39 heures : l'horaire sera réduit à 39 heures à partir du 1^{er} septembre 1982 avec maintien des ressources. Les mesures d'embauches, de réorganisation et d'investissement seront définies par la direction et l'encadrement après consultation du personnel concerné, afin qu'il n'y ait pas de détérioration des conditions de travail.

Contrat de solidarité : un projet de contrat de solidarité sera déposé le 15 juin 1982. Les départs concernent le personnel de plus de 57 ans à la date du 30 juin 1982. L'effectif de référence intégrera les salariés actuellement sous contrat à durée déterminée, priorité sera donnée aux travailleurs de Ressorts Industrie et Douai licenciés pour motifs économiques, puis le personnel intérimaire. L'effectif sera maintenu un an sauf circonstances graves.

Salaires : les deux parties n'ont pu se mettre d'accord sur la garantie du pouvoir d'achat.

Congés : la véritable cinquième semaine de congés payés, sans remise en cause des acquis, et qui était la principale cause du mécontentement, est obtenue. Les dispositions de l'article 50 de la Convention collective de la métallurgie de l'Isère sont incluses dans les jours de congés.

Les syndicats CGT et CFDT ont été unitaires de par la volonté de la base, ce qui a permis de gagner. La base des travailleurs a été très consciente qu'il fallait taire les divergences, qui la plupart du temps ne les intéressent pas.

La reprise du travail, lundi 31 mai, s'est faite dans la joie d'avoir gagné et ce de façon unitaire.

Ce conflit montre que les patrons n'accepteront jamais de bon grés des mesures qui ne vont pas dans le sens de leur intérêt. Ils ont utilisé toutes les possibilités à leur disposition pour briser le mouvement : tribunal, coups

de téléphone, distribution de lettres personnelles par la maîtrise, etc...

Correspondante Grenoble

FIVES-CAIL LILLE

Contre
les licenciements

Mercredi 16 juin. Les syndicats CGT-CFDT-FO-CFTC organisèrent une manifestation contre les 234 licenciements projetés par la direction de Fives-Cail-Babcock (Cf. L'Humanité rouge N° 1293 du 1^{er} au 23 juin 1982).

Plusieurs étapes étaient prévues. Tout d'abord, un dépôt de motion (Cf. ci-dessous) auprès des élus locaux en mairie de Lille où les attendait une délégation d'élus communistes (ceux du PS ne pouvant être présents, avaient reçu une délégation la veille).

Puis la manifestation se dirigea vers la direction départementale du Travail. A sa sortie, la délégation syndicale annonçait qu'elle serait reçue l'après-midi et que le 23 juin se tiendrait à Paris un comité central d'entreprise ce que jusqu'à présent la direction refusait.

Retour ensuite à l'usine (où le débrayage avait été fortement suivi) avec pour chacun une même volonté : agir pour empêcher de nouveaux licenciements à FCB.

Correspondant Nord

MOTION

A Monsieur Pierre Mauroy,
premier ministre
Aux élus locaux de Lille,

Ce mercredi 16 juin, les travailleurs de l'usine de Fives de la Ste Fives-Cail-Babcock manifestent pour que l'emploi dans leur entreprise soit sauvegardé. Face à la situation qui leur est faite par la direction de Fives de licenciement 234 personnes dont 50 de moins de 50 ans, ils demandent l'appui des élus locaux afin que cette situation qui se dégrade depuis des années soit mise en échec, et que soit mis fin au démantèlement de leur entreprise.

Il souhaitant que les élus interviennent auprès des autorités compétentes pour que la direction de Fives

Cail-Babcock soit mise dans l'obligation de respecter la loi et les textes qui en découlent afin que les travailleurs ne subissent pas une nouvelle fois les méfaits du patronat de la métallurgie dont FCB est un des piliers.

Dans ce sens, avec leur organisation syndicale, ils poursuivront leurs démarches dans le but d'informer les pouvoirs publics à tous les niveaux, pour obtenir leur soutien, et poursuivront leur action pour préserver l'outil de travail et leur emploi.

Lille, le 16 juin 1982

NORD

La désindustrialisation

Le Nord-Pas-de-Calais se désindustrialise.

Denain détient le triste record du taux de chômage le plus élevé avec 18%, mais c'est en fait toute la région qui est touchée, y compris la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing.

Ainsi, ces dernières semaines, on a assisté à une véritable flambée de annonces de suppressions d'emplois. En avril, déjà, en l'espace de moins de 10 mois, 700 annonces de suppression d'emploi touchaient le textile du seul versant Nord-Est de la métropole. Aujourd'hui, IHF-Croix confirme sa volonté d'en supprimer 513, Fives-Cail 234, auxquels il faut ajouter les 100 licenciements de Boussac-St-Frères (sur les 1300), les 120 de Roussel Screpel à Roubaix, les liquidations de fin de chantier de l'entreprise de bâtiment Coignet et bien d'autres encore.

Ces chiffres recouvrent des réalités différentes, d'entreprises en difficulté qui ferment, et d'entreprises parfaitement « saines » (IHF qui augmente son capital, Fives-Cail qui en 2 ans augmente de 60% les dividendes remis aux actionnaires) qui dégraisent ou se restructurent.

Les raisons de ces suppressions d'emplois sont multiples. Nous pourrions citer : l'utilisation néo-coloniale des pays du Tiers Monde par les capitalistes français, la volonté de briser une région de forte tradition ouvrière, ainsi que des changements profonds du tissu industriel français ou la mise au point de nouvelles méthodes patronales d'exploitation des travailleurs.

(extrait de La Lettre du PCML - région Nord)

Ainsi, outre le démantèlement systématique des grosses unités de production et l'utilisation de la sous-traitance, le patronat développe l'intérim et l'emploi précaire. En 77, pour le premier trimestre, 16 581 missions d'intérim avaient été effectuées dans notre région, au premier trimestre 80, il y en eut 37 675. Les récentes mesures gouvernementales devraient inverser cette tendance. Il n'en demeure pas moins que l'on assiste dans la région à une diminution du nombre des emplois industriels, à une déqualification globale des emplois, et aussi à une augmentation de la productivité.

Sur Lille, le nombre des emplois industriels est tombé de 100 000 en 1962 à moins de 75 000 en 1980. En 1954, 42,9% des travailleurs étaient des ouvriers qualifiés, 19,2% étaient des manœuvres. En 75, les O.Q. étaient 33,5%, les manœuvres 31,2%.

Quant à la productivité, l'association « Techniques industrielles du Nord » avoue dans un de ses récents dossiers, que si le Nord perd depuis 1974 près d'un demi pour cent de ses emplois, la productivité a pour sa part, dans le même temps, augmenté de 5,4%.

Tous ces chiffres traduisent une politique d'ensemble du patronat, et cette politique, le patronat continue de la mettre en œuvre, malgré les difficultés, dont certaines très réelles que lui procure le nouveau gouvernement.

Cette politique, les travailleurs de notre région s'y opposent. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les nombreuses luttes qui se sont développées à propos des 39h que le patronat tentait d'utiliser pour accroître la productivité. Nombre d'entre elles furent même victorieuses, comme à Haisnes-St-Pierre à Lessquin. Cependant des difficultés demeurent en matière de lutte contre les licenciements. Il est vrai que dans ce domaine, le soutien gouvernemental aux travailleurs reste des plus faibles. Le refus d'accorder le droit de veto au CE contre les licenciements et la volonté du gouvernement d'opérer des licenciements dans les nouvelles entreprises nationalisées en sont deux illustrations inquiétantes.

Pourtant, le changement doit passer par les entreprises. C'est la condition fondamentale d'une réelle mobilisation populaire en faveur du changement et pour assurer un recul durable du patronat et de la droite.

(extrait de La Lettre du PCML - région Nord)

41e CONGRES LA CGT DEVANT SON TEMPS

« Nous sommes et nous entendons être des interlocuteurs, des partenaires constructifs, indépendants et critiques. Nous soutenons ce qui selon nous et selon les travailleurs est bon pour eux. Nous critiquons de la façon appropriée à chaque cas ce qui nous paraît insuffisant ou franchement mauvais et nous organisons en permanence l'intervention syndicale des travailleurs. »

C'est ainsi, en des termes repris depuis un an, que Henri Krasucki résumait dans le rapport d'activité l'attitude de la CGT par rapport au gouvernement.

L'ATTITUDE PAR RAPPORT AU GOUVERNEMENT

« Notre objectif est d'obtenir le maximum de progrès social possible à tout moment. »

« Être le contrepoids de la pression du patronat afin de faire avancer les choses le plus loin possible dans le sens des réformes démocratiques et des intérêts des travailleurs. Apprendre à utiliser les nouveaux moyens, les droits, les avancées acquises. »

Et avec « à tout moment » ces questions : « Pour qui gérer ? Sur quoi économiser ? A qui prendre ? Avec qui et contre qui mobiliser les moyens du pays ? »

Application immédiate : Henri Krasucki confirmait dans ses réponses aux questions posées dans le débat, les premières et très nettes réactions du congrès devant Pierre Mauroy lui-même le dimanche soir, puis dans diverses interventions, aux mesures envisagées par le gouvernement pour accompagner la dévaluation : « Nous ne sommes pas d'accord (...) avec les mesures qui portent atteinte au pouvoir d'achat des salaires des travailleurs. Cela est inacceptable et cela ne peut pas être accepté. » Et, après avoir « attiré l'attention du gouvernement sur le danger de certaines mesures et les commentaires les accompagnant à l'encontre des fonctionnaires », Henri Krasucki ajoutait : « Nous le redisons : rigueur oui, dans la cohérence des mesures nouvelles ; rigueur ou, si elle doit s'appliquer à ceux qui en ont les moyens, là où on ne les a jamais pris. C'est en particulier faire payer les patrons. » Et, il reprenait l'idée d'un impôt exceptionnel « changement » touchant « les revenus des capitaux mobiliers et intérêts, dividendes » sauf livrets de caisse d'épargne, « certaines catégories d'entreprises, notamment banques, sociétés d'assurance, sociétés financières sur la base des crédits distribués... », « les exportations de capitaux des entreprises et des particuliers ».

Inacceptable, faute politique : la CGT avait employé de tels qualificatifs à propos de l'augmentation de 1% de la Sécurité sociale. Reste donc à savoir de quels moyens la CGT propose qu'utilisent les travailleurs pour ne pas accepter (1) et, plus profondément, au-delà de ces réponses au coup par coup aux situations ponctuelles, comme la CGT compte éviter une « gestion de gauche de la crise », une « austerité de gauche » et avancer dans l'autre voie qu'elle définit comme celle d'une transforma-

41e Congrès de la CGT : un congrès exceptionnel, dans une période exceptionnelle (sinon à l'échelle de l'histoire, au moins à celle de la plupart des générations de travailleurs et de militants d'aujourd'hui) après le changement de mai 1981.

Avec des moments exceptionnels comme il peut y en avoir à la CGT, avec ses traditions, son état d'esprit, ses sentiments marqués du sceau de la classe ouvrière et qui peuvent décupler les enthousiasmes :

— l'accueil à la délégation des travailleurs de Citroën-Aulnay et l'intervention de son leader, maintenant secrétaire de son syndicat, qui a multiplié par 30 ses forces dans la bataille ; un moment inoubliable, donnant à chacun une mesure de la victoire et de ce qu'elle fut pour ceux qui l'ont acquise ;

— l'accueil aussi à la délégation de jeunes chômeurs nouvellement embauchés, ces « représentants de la génération du chiffon rouge de la liberté », comme les appellera Georges Ségué lorsqu'en fin de congrès, ayant quitté son poste de secrétaire général, il dira « quelques mots » aux congressistes ;

— les ovations à Georges Ségué, justement, à son successeur Henri Krasucki, à la CGT en fait, ovations à la mesure de l'attachement des militants de la CGT à leur organisation et qui en est une des forces ;

— les ovations aux représentants libanais et palestiniens, aux appels à la solidarité, face à l'agression israélienne contre les peuples libanais et palestinien... ;

Moment exceptionnel aussi, mais d'un tout autre genre : l'intervention, dans un silence glacé, de J.-L. Moynot, membre démissionnaire du Bureau confédéral ; sanction d'un affrontement d'où il est sorti battu, à la manière CGT, par forcément des plus satisfaisantes.

Congrès exceptionnel donc, comme la période, comme les événements qui la marquent.

Mais, au-delà de ces moments, certes hautement significatifs, quelles réponses aux questions posées par la situation nouvelle, ou d'autres plus anciennes, a donné ce congrès ouvert au lendemain de l'annonce par le gouvernement des mesures devant accompagner la dévaluation (parmi lesquelles un blocage des salaires), Pierre Mauroy réservant presque la primeur de ses explications aux congressistes qu'il accueillait le dimanche à la mairie de Lille ?

tion profonde de la société au bout de laquelle « c'est le changement de société, c'est le socialisme, c'est l'autogestion ». (En effet, la CGT a déjà répondu « Oui » à la question préalable : « Est-ce possible ? » même si elle ajoute que rien n'est écrit à l'avance ni garanti).

« TOUT DÉPEND DE VOUS... »

« Tout dépend de vous » disait le mot d'ordre central du congrès. Encore faut-il savoir où intervenir. « Le plus crucial — disait Henri Krasucki dans son rapport — parce qu'il est au cœur des choses, c'est la démocratie économique. C'est la clé du problème. (...) »

Cette démocratie économique (« qui va de pair avec la démocratisation de tous les aspects de la vie du pays » ajoutait-il), il en a certes été question : essentiellement sous l'angle des luttes lors desquelles les travailleurs se sont saisis des problèmes économiques, industriels, pour empêcher la fermeture de leur usine, ou en préparant le redémarrage. Mais il ne fut guère question de conseil d'atelier, encore moins de l'activité dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées, ni de nouvelle productivité...

Or, ce sont bien des questions qui se discutent, comme le montrent d'ailleurs le rapport ou les documents préparatoires eux-mêmes sur des problèmes qui y sont liés à travers certains inflexions (par exemple, sur le réformisme : « autrefois l'opposition "réformisme-lutte de classe" a pu entretenir des positions de rejet parfois excessives » dit H. Krasucki dans son rapport).

Dans ses réponses aux questions, Henri Krasucki a d'ailleurs dit, à propos de ces problèmes : « Pour des raisons compréhensibles, il y a des hésitations dans

nos organisations, chez nos militants, ça s'explique. Autrefois, ces questions-là étaient purement et simplement piégées, c'était le moyen d'entraîner réellement les travailleurs et les syndicats dans la collaboration de classe. Dans les conditions nouvelles, à notre initiative, dans la loyauté, ça devient autre chose : un moyen de démocratie, d'efficacité économique et sociale. »

LES LIMITES DU DÉBAT

De ce point de vue aussi, on peut trouver bien courtes les réponses apportées aux questions soulevées par J.-L. Moynot, à travers qui d'ailleurs (lui et les trois autres qui avaient démissionné en même temps que lui du Bureau confédéral) est bien apparue la dureté des affrontements, des débats, dont son départ est la conclusion.

De ses idées sur la démocratie de masse, les réformes, l'unité (dont il put d'ailleurs faire remarquer pour certaines : « C'est vous camarades de la direction qui le dites aujourd'hui ») ; de son argumentation sur le caractère mondial et la profondeur de la crise ; de ses idées pour en sortir ; de son appréciation sur « l'impasse historique » de l'URSS et des pays de sa mouvance ; de son appréciation sur les causes des reculs de la CGT ; Henri Krasucki a fait une synthèse particulièrement concise : « Une certaine austerité dans le sens de la CFDT, une sorte de recentrage. » Cela était certes de nature à faire l'unanimité (contre), mais extrêmement simplificateur. Or, est-ce si simple que cela ? Est-ce ainsi en quelques mots que J.-L. Moynot a soudain éclairci ce qui ne l'était pas selon H. Krasucki, dans les trois années précédentes et qui l'a conduit, lui et d'autres, à démissionner il y a plusieurs mois du Bureau confédéral ?

Les questions restent posées...

QUELS DÉFAUTS ?

Concernant son propre développement (une préoccupation naturellement majeure de la CGT), le rapport financier fait état d'un ralentissement en 1980 de la baisse régulière des effectifs, atteignant 8% en 1979, enregistrée depuis 1976 (pour les actifs : de 2043404 en 1976 à 1634375 en 1980, soit plus de 400000). Tendances au redressement confirmée par les éléments connus de 1981 et de début 1982. Les prochaines élections prud'homales seront un test très important quant à l'évolution de l'audience qui a elle aussi connu une érosion continue depuis des années.

Pour l'essentiel, les raisons de cette érosion sont attribuées aux conséquences de la crise et du chômage, de la répression patronale, des campagnes menées contre la CGT. Ni la direction, ni le congrès n'ont dégagé de défauts ou de fautes dans les orientations, les prises de positions, dans des circonstances importantes, intérieures ou extérieures. Concernant la Pologne toutefois, Henri Krasucki, tout en maintenant les positions prises, a fait un petit pas : « Nous souhaitons que l'on puisse au plus tôt lever en Pologne l'état de siège, développer des droits nouveaux, établir les libertés syndicales et donc libérer les syndicalistes... » ; un petit pas que le congrès a approuvé dans son vote, tout en réservant une ovation à une intervention particulièrement caricaturale sur cette question (« La naissance d'un nouveau syndicat était-elle un réveil pour le socialisme ? Quand je les ai vus à genoux... Faudra-t-il apprendre des cantiques au lieu de l'internationale... »).

Mais Henri Krasucki avait appelé dans son rapport à regarder « sans complaisance » d'autres défauts :

— une conception étroite du syndicat, « un syndicat quelque peu d'élites », auquel il opposait le syndicat « portes grandes ou-

vertes », « le syndicalisme au quotidien » pour lequel « il n'y a pas de petites revendications ».

— les organisations où tout dépend de quelques-uns, les délégués que les travailleurs ne voient pas... « La bureaucratie, ça n'arrive pas qu'aux autres, et il doit bien nous arriver d'avoir la nôtre. »

— les déserts syndicaux...

Il en appelait à la « prise en compte de toutes les spécificités qui constituent le monde du travail », à la liberté de discussion, à veiller sur la diversité, etc...

Peu d'échos à ces appels (qui ne datent pas du congrès) et pas toujours bien convaincants, s'agissant, par exemple, de Renault-Billancourt ou Flins.

Il faut dire que par contre, les exemples positifs ne manquaient pas, parmi lesquels de marquants comme Citroën ou Talbot...

Quoiqu'il en soit, ces rectifications ainsi sollicitées ne peuvent qu'être positives, mais sont-elles bien en mesure d'enrayer l'érosion ?

C'est bien sûr l'avenir qui le dira.

Au total, ce congrès a bien reflété l'outil de lutte formidable pour la classe ouvrière, forgé au fil des générations, qu'est la CGT.

En même temps, il aura marqué les difficultés, bien compréhensibles, d'une adaptation à une situation nouvelle et complexe, où « les organisations de la CGT qui trouvent leur voie » ne sont selon Henri Krasucki lui-même « qu'une partie de ses forces » : un congrès qui aura donc surtout exprimé, avec force d'ailleurs, le refus d'une « austerité de gauche » et un attachement à des positions de classe (loin de refléter une conception uniforme mais où en tout cas « le capital et la réaction » sont « l'adversaire qui reste puissant et s'acharne »).

La CGT garde de son passé des rigidités qui, en même temps qu'elles peuvent être un aspect de sa force, freinent son évolution, les changements nécessaires à son développement : ce que le précédent congrès avait pu appeler un renouveau du syndicalisme. Qu'il s'agisse de problèmes généraux, nationaux ou internationaux, ou de questions internes à la CGT, le congrès a pu apparaître en retrait, même par rapport à la volonté affirmée par la direction (volonté que ne confirme pas forcément les actes).

La CGT est ainsi, et elle est riche de l'attachement profond de milliers de travailleurs.

Saura-t-elle à la fois « conserver et cultiver ses bonnes traditions » et « se dégager des mauvaises » selon les termes-mêmes de Henri Krasucki ? Et nous dirions de même pour ce qui est des conceptions politiques.

On peut ici reprendre l'expression, employée à d'autres fins par le nouveau secrétaire général de la CGT : « Rien n'est écrit à l'avance ni garanti. »

(1) Le mardi 22 juin, après la réunion du Conseil des ministres, la CGT reprenait ces propositions en les détaillant ainsi que d'autres concernant le contrôle des prix, et appelait les travailleurs à manifester par toutes actions de leurs choix leur opposition au blocage des salaires et à soutenir ses propositions.



1.— A la tribune, Moktar Ferdaoussi, de Talbot-Poissy. 2.— Le message de Georges Ségué : « L'argument d'autorité ne remplacera jamais l'effort de conviction. ». 3.— Akha Ghazi de Citroën-Aulnay : « Les badges fleurissent sur les bleus et les drapeaux sur les machines ». 4.— L'importance déterminante de la jeunesse. 5/6.— Grand moment pour le congrès.

FETE DU PCML A VALABRE



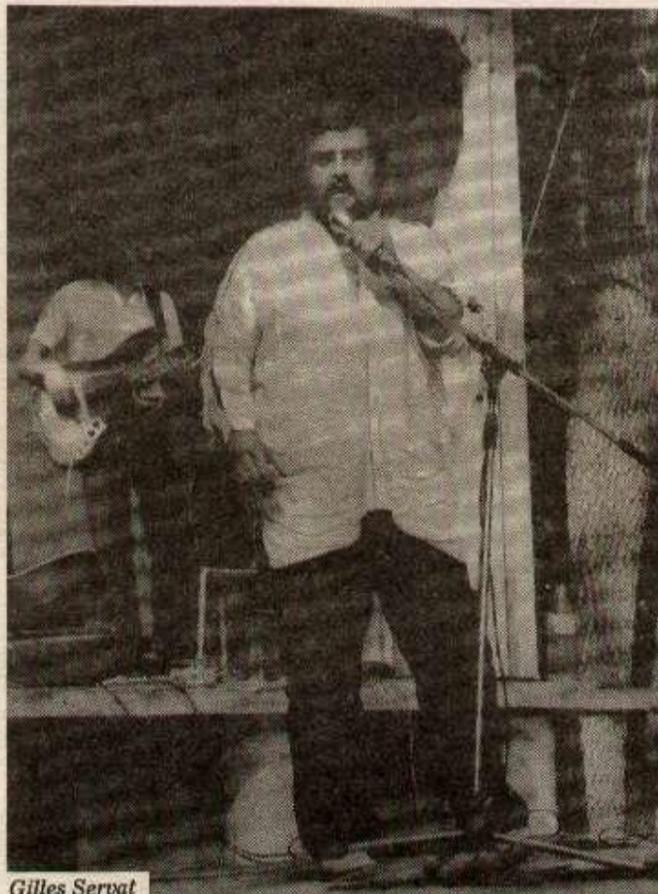
« Bâtissons ensemble l'avenir », c'est par ces mots que notre camarade Alain Castan, secrétaire du Comité régional de Provence, et dirigeant de notre Parti, a terminé son intervention, dont voici quelques extraits, l'un sur le socialisme pour lequel nous nous battons, l'autre sur les tâches immédiates, un an après le 10 mai.

UN SOCIALISME NOUVEAU

Je suppose que comme nous, il y a un an vous avez fêté la victoire, disons-le plutôt, leur défaite. On en avait tellement marre de supporter la droite, on avait tant lutté depuis 23 ans, on avait tant vu de camarades humiliés, licenciés, matraqués ou expulsés, que le 10 mai 1981 ne pouvait être qu'une explosion de joie du peuple de France. Et aujourd'hui, quelle que soit la situation, personne d'entre nous, ne les regrettera, les Giscard, les Barre, les Chirac et autres Lecanuet... merci, on n'en veut plus! Ce coup de balai salutaire ayant été donné on ne peut en rester là.

Mais quel changement! On a tout de même pas chassé la droite pour simplement changer de gouvernement, pour simplement changer d'hommes politiques? Pour que demain la droite revienne au pouvoir?

Non. Ce que veulent tous ceux



Gilles Servat

enfin, qui établirait avec les peuples et les pays du Tiers Monde des rapports d'égalité et romprait avec toute politique impérialiste, coloniale ou néo-coloniale. (...)

COMMENT EN SORTIR? COMMENT AVANCER?

Mais alors comment en sortir? Comment avancer? Nous pensons, quant à nous, au Parti communiste marxiste-léniniste, qu'il y a plusieurs conditions :

1.— Il faut porter tous nos coups contre la droite et le patronat qui cherchent à prendre leur revanche et imposer de nouvelles concessions au gouvernement, se persuader que le retour de la droite serait le pire.

2.— Que, rejetant toute illusion sur les possibilités d'un changement venu seulement d'en haut, du gouvernement et des états majors des grands partis de gauche, les travailleurs prennent eux-mêmes leurs affaires en mains, qu'ils deviennent les acteurs du changement, qu'ils l'imposent par la lutte, par l'union, dans leurs syndicats, leurs organisations de locataires, de parents d'élèves, ou autres organisations populaires.

3.— Que s'unissent, sans exclusive, tous ceux qui ne se résignent pas à

voir piétiner le changement, tous ceux qui ne baissent pas les bras et qui pensent qu'avancer est possible.

4.— Enfin, en tant que communistes, nous pensons qu'il est indispensable que se réalise enfin le renouveau du mouvement communiste dans notre pays, renouveau fondé sur la recherche d'une voie révolutionnaire conduisant au socialisme, propre à notre pays, sur une politique internationale d'opposition résolue aux menaces de guerre et aux agressions des deux superpuissances et de solidarité avec le Tiers Monde, sur l'indépendance complète vis-à-vis de tout parti étranger, sur le respect de l'indépendance des syndicats et des organisations populaires de masse, sur la pratique de la démocratie la plus large à l'intérieur de ces organisations.

C'est pour cela qu'existe notre parti, c'est pour le dire et pour le mettre en œuvre qu'il a décidé de participer à la prochaine campagne des élections municipales malgré le refus du Parti socialiste et du gouvernement de tenir les promesses de François Mitterrand sur l'adoption d'un véritable scrutin à la proportionnelle qui seul peut permettre la représentation réelle de l'ensemble des forces et courants politiques existants. (...)



Alain Castan

qui ont contribué à cette victoire, c'est aller plus loin; c'est aller vers des changements profonds, durables, irréversibles ouvrant la voie au socialisme. Un socialisme nouveau qui ne ressemble en rien à ce qui peut exister sous ce nom aujourd'hui dans le monde, où que ce soit, et surtout pas à sa caricature la plus grossière, l'Union soviétique, qui à l'égal des Etats Unis d'Amérique, cherche à dominer le monde, menace l'Europe de ses armes nucléaires, agresse les peuples et envahit les pays. Non. Un socialisme comme il n'a jamais pu en exister encore puisque jusqu'ici, il n'a jamais encore été instauré dans un pays capitaliste avancé; un socialisme qui sauvegarderait et développerait toutes les conquêtes arrachées à la bourgeoisie par les luttes ouvrières et populaires, qui apporterait plus de bien-être, plus de justice, plus de liberté pour les travailleurs et surtout qui leur permettrait d'assurer effectivement le pouvoir, d'inventer et de découvrir, eux-mêmes, pas à pas, les formes de ce pouvoir. Un socialisme,



Pendant le forum sur la lutte du peuple palestinien animé par Ilan Halévi et Jacques Jurquet

ANTIRACISME

Colloque du MRAP

sur la loi de 1972 contre le racisme

Le samedi 19 juin, le MRAP organisait au Sénat un colloque sur dix années d'application de la loi du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme.

Cette loi, fruit d'une lutte de longue haleine du MRAP et de tous ceux qui combattent le racisme, prévoit la condamnation des provocations à la haine raciale, des diffamations et injures racistes, du racisme dans les services publics et l'administration, dans les lieux publics (bars, magasins) et le logement, dans l'emploi et prévoit la dissolution des groupes racistes.

Le colloque devait faire le point sur les combats incessants qui sont à

mener pour faire effectivement appliquer cette loi. Dans bien des cas, des non-lieux ont été décidés par la justice alors que les faits justifiaient amplement l'application de la loi. Dans d'autres les dossiers sont enterrés. Par ailleurs, les victimes d'actes racistes hésitent souvent, et en particulier les travailleurs immigrés, du fait de la précarité de leur situation, à porter plainte.

Le colloque aura permis de souligner ces difficultés et d'approfondir les pistes d'action et de mobilisation à mener aujourd'hui pour faire reculer concrètement le racisme.

Un meeting à la faculté d'Assas contre l'extrême droite

C'est un événement révélateur qui a eu lieu le 11 juin, à Paris, à la Faculté de droit d'Assas, ce haut-lieu du fascisme en France. Un meeting antifasciste et antiraciste a, en effet, pu s'y tenir à l'appel de la Ligue des droits de l'homme, du MRAP et de l'Association Henri Curriel, avec le soutien de nombreuses organisations politiques et syndicales.

Depuis des années, les groupes d'extrême-droite, de toutes obédiences, y imposaient leur loi, interdisant l'expression des organisations de gauches et démocratiques, faisant de cette faculté une base arrière de leurs opérations de commandos.

Environ un millier de personnes étaient présentes. Albert Jacquart, qui présidait le meeting, devait s'élever contre les tentatives pseudo-scientifiques visant à justifier le racisme. Albert Lévy, président du MRAP, dé-

nonçait les derniers méfaits du racisme en France. Henri Noguères faisait un historique des combats menés par la Ligue des droits de l'homme depuis sa fondation, lors de l'affaire Drayfus. Madeleine Rebérioux, pour sa part, attirait l'attention sur l'idéologie qui alimente l'extrême-droite et en particulier la « Nouvelle droite »; elle montrait le danger que recouvrent les tentatives de négation de l'existence des camps d'extermination nazis. Un représentant de l'Association Henri Curriel soulignait l'importance du nombre des attentats d'extrême-droite commis ces dernières années et qui se sont poursuivis depuis. Enfin, George Pau-Langevin devait parler de cet autre holocauste que représente la faim dans le monde, et sa cause essentielle, les rapports d'exploitation avec le Tiers Monde.

1962-1982

Vive l'indépendance de l'Algérie

Le 5 juillet 1982, le peuple algérien fête le vingtième anniversaire de son indépendance nationale. A cette occasion nous lui présentons nos félicitations les plus sincères pour la victoire qu'il a remportée sur le colonialisme français à l'issue d'une guerre de libération nationale de plus de sept ans et demi. Nous lui adressons également nos sentiments de fraternité et d'amitié internationalistes.

Ce sont les exploités de notre propre peuple qui ont été vaincus par l'héroïsme du peuple algérien. Un million et demi de fils et de filles du peuple algérien ont fait le sacrifice de leurs vies pour recouvrer indépendance, liberté et dignité. Aussi, les travailleurs de notre pays ont-ils une dette de reconnaissance envers ceux, tels le peuple algérien et d'autres peuples, qui, en se libérant eux-mêmes ont porté des coups à leur ennemi de classe, l'impérialisme français.

Aujourd'hui, vingt ans après sa victoire nationale, le peuple algérien consolide son indépendance, sur les plans économique

et culturel; et nous sommes convaincus que, comptant sur ses propres efforts, il ira de l'avant et remplira les objectifs qu'il s'est fixés.

Aujourd'hui, le peuple algérien joue un rôle actif et positif parmi les peuples et les pays qui œuvrent pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial, contre le pillage et l'oppression impérialistes et nous souhaitons plein succès à toutes ses initiatives allant dans ce sens.

A nos frères de travail algérien actuellement immigrés en France, nous assurons notre solidarité quotidienne sans faille et nous espérons le retour dans leur patrie, au sein de leurs familles, conformément à leurs souhaits.

Vive l'amitié solide des travailleurs algériens et français dans leur combat commun contre l'exploitation et l'oppression!

Message adressé par notre parti à l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance nationale de l'Algérie.

En septembre prochain, paraîtra, sous l'égide de *Proletariat* :

ALGÉRIE — 1921-1962
CHRONOLOGIE POUR UNE INDÉPENDANCE

de Jacques JURQUET

qui retrace l'action du mouvement communiste et du mouvement nationaliste algériens de 1921 à 1962.

MODE DE SCRUTIN MUNICIPAL

DEMOCRATIE ET EFFICACITE

C'est au cours de sa session extraordinaire de juillet que le Parlement doit débattre du projet de loi modifiant le mode de scrutin pour les prochaines élections municipales.

Depuis plusieurs semaines, différents projets et conceptions s'affrontent au sein de la gauche sur ce sujet. Quels en sont les enjeux?

Le projet du Parti socialiste et du gouvernement prévoit d'assurer une prime à la liste arrivée en tête : celle-ci aurait d'office 50% des élus, puis participerait à la répartition proportionnelle avec les autres listes. Elle aurait ainsi plus de 75% des conseillers municipaux. Ceci afin d'assurer une majorité stable de gestion dans les conseils municipaux.

Cette construction est bien théorique, car dans la situation actuelle de bipolarisation extrême de la vie politique française, la représentation proportionnelle intégrale ne risquerait pas de conduire à des blocages comme sous la V^e République, mais donnerait partout une majorité de droite ou de gauche. Ce système, en fait, va contribuer une nouvelle fois à fausser la représentation de l'expression populaire en incitant au « vote utile ». L'instauration d'un second tour, si aucune liste n'obtient la majorité absolue au premier et la possibilité de fusions de listes entre les deux tours conduisent au même résultat. La modification du projet permettant la présence au second tour de toute liste ayant obtenu 10% au moins des suffrages au premier tour n'aura sans doute que bien peu d'effets réels.

D'autant qu'il est toujours question dans les projets du gouvernement d'instaurer une barre de 5% en dessous de laquelle une liste ne pourrait

ni participer à la répartition des sièges s'il n'y a qu'un tour, ni fusionner avec d'autres listes entre les deux tours.

Une telle barre est profondément antidémocratique. Lors des élections européennes de 1979, c'est plus de 12% des suffrages qui n'ont eu, de ce fait, droit à aucun représentant et qui ont été répartis entre les quatre grands partis. Mais cette mesure est aussi dangereuse pour la gauche. Les cantonales de mars dernier ont, en effet, traduit une stabilisation du rapport de forces gauche-droite autour de 50%. Les scores réalisés par les candidats du PSU ou du PCML — 4% en moyenne — ont par ailleurs montré que des travailleurs combattant le capitalisme ne se retrouvaient pas derrière le PS ou le PCF. La gauche a besoin, pour assurer la nécessaire défaite de la droite aux municipales, de l'ensemble de ses composantes. En éliminer à l'avance une partie, c'est prendre le risque de permettre à la droite de gagner de nouveaux points d'appui contre toute politique de changement.

La seule « barre » admissible pour permettre la répartition des sièges est

le quotient électoral, c'est-à-dire le nombre de voix qu'il faut obtenir pour avoir un conseiller municipal. C'est la règle qui a été retenue pour les élections régionales de Corse du 8 août prochain. Pourquoi en irait-il différemment pour les municipales?

Il reste un point le plus souvent peu abordé mais qui contribue grandement à fausser la représentation de l'expression populaire : les différents barrages de l'argent et des grands média audio-visuels. Outre les inégalités flagrantes qui existent déjà en dehors des périodes électorales, le code électoral les aggrave encore en ne remboursant le matériel légal (professions de foi, bulletins de vote, affiches) qu'aux candidats ou aux listes obtenant 5% des suffrages au premier tour. La modification du mode de scrutin doit être l'occasion d'assurer le remboursement du matériel légal à tous les candidats et l'égalité effective de ceux-ci dans l'accès aux grands moyens audio-visuels. Comme sur les autres questions, il en va de la démocratie comme de l'efficacité de la gauche.

Pierre BAUBY

COMMUNIQUÉ COMMUN PSU-PCML

Une délégation du PCML, conduite par Pierre Bauby, et une délégation du PSU, conduite par Jacques Salvador, se sont rencontrées au siège du PSU le vendredi 18 juin 1982.

A propos de la réforme du mode de scrutin des prochaines élections municipales, le PSU et le PCML rappellent leur attachement à la représentation proportionnelle, permettant l'expression politique de tous les courants du mouvement populaire pour battre la droite.

D'autre part le PCML et le PSU condamnent toute barre de 5%, qui écarte 12% des électeurs de toute représentation lors des élections européennes.

PROLETARIAT
revue du Parti Communiste Marxis-Léniniste

24^e congrès PCF
Lutte et victoire des masses de la France

4 VOIR CLAIR

Le plan intérimaire - Chine - Mvt communiste international
Avril 1982 - N 24 ISSN 0223-8714 12,00F

Au sommaire :
— un éditorial qui appelle à une étude et à une discussion nécessaires sur le socialisme. — une étude du XXIV^e Congrès du PCF, notamment du socialisme à la française, de la voie de l'avancée démocratique, des rapports du PCF et de l'URSS. — une invitation à lire le document du Parti communiste chinois sur quelques questions de son histoire. — un examen du plan intérimaire 82-83. — des notes de lectures. — quelques données et hypothèses concernant les éclatements du mouvement communiste international de 1945 à aujourd'hui.

Le commander : à PROLETARIAT, BP 320, 13213 Marseille Cedex 1. (A l'unité : 15,00 francs. Abonnement : 4 numéros : 50,00 francs).

BARRAGES AU SENEGAL

LA PARTICIPATION FRANÇAISE AIDERA-T-ELLE LES PAYSANS SENEGALAIS ?

Aider le Tiers Monde à sortir du sous-développement : cette intention louable a amené le gouvernement français — en coopération avec la RFA, le Canada, les USA et plusieurs pays arabes — à participer au financement du gigantesque projet de « mise en valeur du fleuve Sénégal ».

En tant que contribuables, les travailleurs français sont parfaitement en droit de demander des comptes sur les objectifs et les conséquences réelles des travaux entrepris : aideront-ils ou non les peuples concernés, sénégalais, maliens et mauritaniens, à élever leur niveau de vie, à accéder au développement sur le plan économique, social, sanitaire et culturel ?

Pour répondre à cette question, l'Union générale des travailleurs sénégalais en France (UGTSF) organisait les 19 et 20 juin, un colloque intitulé : « Barrages : développement ou sous-développement ? ».

Claude LIRIA

Soucieuse de ne pas tomber dans l'a priori négatif, l'UGTSF a fait appel à plusieurs spécialistes chargés d'étudier les conséquences du projet, sous tous ses angles : agriculture, géologie, santé, écologie, etc...

Officiellement, les travaux — très coûteux — ont trois objectifs : produire de l'électricité grâce à la construction de barrages, rendre le fleuve navigable depuis son embouchure jusqu'au dépôt de fer et de bauxite situé au Mali à plus de 900 km de la mer, enfin créer un ensemble agro-industriel de plus de 250 000 hectares.

La production d'électricité permettra de répondre aux besoins d'exploitation des gisements miniers du Mali; la navigation permettra d'acheminer les matières premières depuis le Mali, jusqu'ici enclavé, vers les pays utilisateurs; et le complexe agro-industriel permettra de cultiver et transformer les produits d'exportation (riz, blé, tomates), à destination des pays développés.

Ainsi, il apparaît clairement que pour les bailleurs de fonds, ce projet s'inscrit dans la logique classique d'exploitation des richesses naturelles du Tiers Monde.

Mais pour les gens du fleuve ?

Hormis les déplacements de populations dus à la construction des barrages, les changements majeurs concernent l'agriculture : réduction, sinon extinction de la production vivrière développée jusqu'à maintenant dans cette région et prolifération des paysans-travailleurs agricoles. Environ 250 000 paysans, éleveurs et pêcheurs devront se déplacer pour aller travailler dans les grands et petits périmètres irrigués, dont le contrat sera confié à une multinationale américaine.

On nous rétorquera sans doute que cette agriculture à investissement intensif produit sept fois plus à l'hectare que l'agriculture traditionnelle. Mais l'on oublie de prendre en compte dans cette apparente rentabilité la diminution des surfaces cultivées et surtout les coûts énormes d'investissements à l'hectare et des frais de gestion. Ce type d'agriculture est peut-être indiqué en Californie, mais que signifie-t-il pour un pays aussi pauvre que le Sénégal ?

Obnubilés par le rendement-surface, les promoteurs oublient toujours de parler de ce rendement par rapport aux coûts totaux, de même qu'ils oublient de mettre en rapport le rendement avec le travail investi. Or, de l'avis des associations de villages auxquelles participe l'UGTSF, le rendement-travail est plus élevé pour les cultures vivrières locales que pour les productions d'exportation.

On va ainsi assister à une intégration étroite des paysans à l'économie

mondiale de l'agro-business. Le contrôle de ce type de production sera entièrement aux mains des grandes sociétés étrangères, en amont (aménagements, engrais, semences, crédits), et en son cœur-même (les paysans seront salariés sur des grandes surfaces ou métayers sur des petits périmètres).

Autres conséquences négatives : la réduction importante des zones de pâturages, la diminution des poissons du fleuve (de quoi nourrir près de 300 000 personnes par an), le déboisement accru, accélérant à son tour le phénomène de sécheresse, et sur le plan de la santé une recrudescence inquiétante des maladies parasitaires dues à la prolifération de parasites aquatiques dans les eaux stagnantes des barrages.

Au mois de janvier, au cours d'une émission d'Antenne 2 Midi, le ministre français de la Coopération et du Développement, J-P. Cot justifiait la participation de la France à l'aménagement du fleuve Sénégal, en cas

termes : « La Sénégal est un de ces pays affamés et ce n'est pas la production ancestrale traditionnelle qui permettra d'apporter réponse à cela. (...) S'il n'y a pas une maîtrise de l'eau (et c'est cela le sens profond des barrages), hé bien, le Sénégal ne pourra pas se nourrir et les Sénégalais continueront à avoir faim. »

A cela, plusieurs remarques :

1.— Les paysans ne sont pas par principe opposés au progrès techniques. Mais ce qu'ils veulent, c'est que ce progrès soit mis au service de leur développement, ce qui passe par l'indépendance.

2.— Pourquoi les bailleurs de fonds ont-ils choisi la solution la plus coûteuse et la moins fiable au plan des performances économiques ? Par contre, aucune recherche n'a jamais été menée pour améliorer les agricultures existantes. Or, de l'avis d'experts, on pourrait aisément multiplier par 2,5 les rendements actuels avec des investissements 10 fois inférieurs à ceux prévus par les promoteurs du projet en cours.

3.— La supériorité des rendements, tant promise, n'est pas du tout évidente si l'on en juge par les autres grands barrages comme celui d'Assouan en Egypte, véritable catastrophe nationale.

Par contre, la construction des barrages est une occasion de profits considérables pour toute une série d'entreprises de construction, de sociétés d'études, d'intermédiaires, qui vont s'enrichir pendant toute la durée des travaux. Peu importe si le résultat final — le produit agricole — n'est pas rentable. C'est le paysan qui en subira le plus les conséquences.

COREE : MOIS DE LUTTE ANTI-AMERICAINE

Du 25 juin au 27 juillet est organisée en République populaire démocratique de Corée un mois de lutte anti-américaine. L'impérialisme américain est en effet responsable de la division de la Corée et l'obstacle principal à la réunification indépendante et pacifique de la Corée.

Il introduit aujourd'hui des armes nucléaires en Corée du Sud pour en faire un point d'appui militaire. Récemment, des grandes manœuvres baptisées « Team Spirit 82 » ont rassemblé 161 600 hommes dont les troupes américaines occupant la Corée du Sud, l'armée fantôme de ce pays et celles basées sur plusieurs bases du Pacifique : Okinawa, Hawaï, l'île de Guam, les Philippines. La Corée court à tout moment le danger de voir éclater la guerre.

La réunification pacifique de la Corée ne peut se faire sans le retrait des troupes américaines. C'est ce que propose la République populaire démocratique de Corée par son projet de fondation de la République confédérale démocratique du Korya et par l'orientation en dix points définie lors du VI^e Congrès du Parti du travail de Corée.

CAMBODGE : GOUVERNEMENT DE COALITION ANTI-VIETNAMIE

Les trois mouvements de résistance cambodgiens ont signé le 22 juin en Malaisie un accord pour la formation d'un gouvernement de coalition.

Le prince Sihanouk en sera le président, Khieu Samphan en sera vice-président chargé des Affaires étrangères, et Son Sann premier ministre. Le nom de Kampuchea démocratique est conservé, ce qui permettra de préserver le siège à l'ONU.

L'unification de la résistance anti-vietnamienne est un atout précieux pour recevoir une aide politique et matérielle, refusée jusqu'ici à des mouvements divisés.

Le 9 juin dernier, le camarade Jacques Jurquet, secrétaire politique du Comité central et son épouse sont partis en République populaire de Chine pour un séjour d'un mois à l'invitation du Parti communiste chinois.

CHINE

LES TACHES DES SYNDICATS

Voici d'autres éléments de l'entretien avec la délégation de la Fédération des syndicats chinois, rencontrée lors du Congrès de la CFDT et présentée également au Congrès de la CGT. Nous avions publié une partie de cet entretien dans une précédente édition.

Huang Minwei précise ici les grandes orientations de l'activité des syndicats en Chine, dans la phase historique actuelle où la mission nouvelle pour la classe ouvrière est de « faire de la Chine un pays socialiste hautement civilisé, démocratique, et doté d'une agriculture, d'une industrie, de sciences et techniques, d'une défense modernes. »

Premièrement, les syndicats doivent éduquer et organiser les travailleurs pour qu'ils s'engagent activement dans l'œuvre des quatre modernisations; ils organisent l'émulation socialiste au travail pour accomplir voire dépasser le plan, pour mettre en valeur toutes les capacités d'initiative.

Les travailleurs comprennent bien que seul le développement de la production permettra une amélioration des conditions de vie.

Deuxièmement et cela peut être le plus important, il s'agit d'appliquer et développer le système des congrès ouvriers et employés. C'est l'une des formes de la participation à la gestion des entreprises.

Dans une entreprise, tous les problèmes majeurs (salaires, plan, bien-être, santé...) doivent être soumis à l'examen du congrès qui doit prendre des décisions; selon les besoins et les possibilités. Et ces décisions doivent être exécutées par la direction de l'entreprise.

Le syndicat convoque le congrès (après consultation des travailleurs) et organise la discussion au cours du congrès. Ensuite, il doit exercer le droit de contrôle de l'exécution.

Au cours du congrès, on procède à l'élection démocratique de tous les responsables, à tous les niveaux, de l'entreprise.

Troisièmement, le syndicat doit défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs, par exemple la sécurité dans le travail, la santé... Il doit veiller à l'application des règlements en matière de maladie, de retraite, d'accidents du travail, etc..., aider l'administration pour organiser les crèches, les cantines...

En quatrième lieu, il anime les activités culturelles, sportives, il encourage et organise l'étude politique, scientifique, technique : l'édification socialiste a besoin de travailleurs compétents.

Il fait un important travail de direction des jeunes (qui constituent plus de la moitié de tous les travailleurs), en vue de les éduquer dans l'esprit de lutte de classe, des traditions révolutionnaires, du patriotisme et de l'internationalisme. Le but est d'avoir des travailleurs ayant un idéal, un haut niveau culturel, une bonne discipline et une bonne combativité.

Enfin, les syndicats doivent veiller à leur propre édification idéologique et organisationnelle, en pratiquant le centralisme démocratique (tous les dirigeants doivent être élus) et en se liant aux masses et en s'appuyant sur elles : consulter les travailleurs, rassembler leurs opinions...

Il s'agit de faire de tous nos syndicats, des syndicats qui travaillent pour les masses et en qui les masses aient confiance.

Huang Minwei donne quelques chiffres sur les syndicats chinois : 68 millions d'adhérents, 410 000 unités de base, plus de 2 000 unions au niveau de district ou villes de moyenne importance, 17 fédérations d'industrie, 29 unions de départements, régions autonomes, municipalités relevant de l'autorité centrale. Puis il énumère quelques leçons de 30 années d'expérience syndicale en Chine, dont la première et que « les syndicats doivent prendre les quatre modernisations comme tâche centrale, car cela correspond à l'intérêt fondamental de la classe ouvrière. »

La condition fondamentale pour mener le travail syndical, c'est de toujours resserrer les liens avec la masse, de s'appuyer en tout sur la masse. Les syndicats sont une organisation qui doit servir les travailleurs, être leur porte-parole. Le danger le plus grand, c'est qu'ils se détachent des masses.

Il faut développer pleinement la démocratie. La démocratie, c'est l'âme du travail syndical. Nous devons toujours insister sur la ligne de masse dans le travail syndical.

Compte tenu de la réalité chinoise, où la paysannerie compte 800 millions de personnes, il faut consolider l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, l'unir dans de bonnes conditions avec les paysans, aider à résoudre leurs problèmes. Les syndicats et les travailleurs doivent aider à la mécanisation agricole, car l'avenir de l'agriculture, c'est la mécanisation.

Quant aux rapports avec le parti, une particularité du mouvement ouvrier chinois est qu'il a été dirigé par le PCC dès sa fondation; les liens entre syndicats et parti sont très étroits.

Les syndicats de façon consciente acceptent la direction du parti. Ils jouent un rôle de courroie de transmission entre le parti et les masses.

Les syndicats appliquent la politique du parti en adaptant aux besoins réels des travailleurs, en partant de la réalité concrète.

Le parti dirige les syndicats dans le sens idéologique et politique. Il donne l'orientation. Il y fait un travail idéologique et politique, encourage ses membres à être exemplaires pour les autres. Bien entendu, en tant qu'organisation de masse, le syndicat a une activité indépendante, un fonctionnement autonome.

Propos recueillis par
Gilles CARPENTIER

La France et le désarmement

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, en matière de désarmement, les gouvernements français ont adopté deux attitudes différentes qui sont le reflet de leur position vis-à-vis des rapports de force mondiaux.

Sous la IV^e République, Jules Moch, ministre socialiste, œuvre pour un plan de désarmement global (1954) le premier du genre, « pour concilier les positions extrêmes des Américains et des Soviétiques ». Ce plan global se caractérise par l'élaboration d'un processus par étapes, qui englobe tous les aspects de l'armement : nucléaire, conventionnel, forces armées et budgets militaires. Il prévoit en outre le contrôle à chaque étape par « un organe de contrôle ad hoc » créé à cette fin et instaure l'idée qu'il ne saurait y avoir un désarmement « sans contrôle ». Ce texte est accepté par l'URSS comme base de discussion, mais se heurte à l'hostilité américaine. Les USA à cette époque, où ils possèdent la supériorité nucléaire et militaire, ne tiennent pas à s'engager dans des discussions qui risqueraient d'amoindrir leur rôle de « gendarme du monde ».

A ce moment-là, la France fait partie de l'OTAN, ne possède pas l'arme nucléaire et a pris fait et cause pour l'atlantisme et le camp américain depuis 1947, bien que s'amplifient les divergences avec les USA sur le rôle de l'Europe. Ces divergences s'expriment par le rejet par le Parlement français de la Communauté européenne de Défense et le refus du réarmement de l'Allemagne, dénoncés vigoureusement par l'URSS.

Les discussions sur le plan Jules Moch traînent en longueur dans le sous-comité du désarmement de l'ONU composé des 5 du Conseil de sécurité et le plan lui-même est définitivement abandonné lors du retrait de la France de ce comité en 1964.

Car début 1960, le général de Gaulle arrivé au pouvoir, entend mener une politique extérieure indépendante. Ses objectifs peuvent être résumés ainsi : — détente, — entente et coopération avec les pays de l'Est et l'URSS, — construction d'une Europe européenne indépendante des deux blocs et constituée d'Etats indépendants, — coopération privilégiée avec les pays du Tiers Monde et réconciliation avec le monde arabe. Le tout reposant sur un « dessein global visant à dépasser l'ordre bipolaire issu de Yalta par un nouvel équilibre multipolaire ». Les conséquences immédiates en découlaient : retrait de l'organisation militaire de l'OTAN et création de la force de dissuasion française — vivement combattue à l'époque par le PCF et par le PS pour des raisons opposées —, et retrait de la France de toutes les négociations sur le désarmement. « Les propositions de désarmement, alors avancées, — écrit F. Mitterrand en 1978 — prolongeaient

la coupure du monde en deux et la soumission de la France à l'hégémonie américaine. Interdisant toute autonomie à ses alliés, l'Amérique préservait sa prééminence dans l'Alliance. Le refus de participer aux conférences du désarmement procédait de la même conception qui conduisit le général de Gaulle à claquer la porte de l'OTAN. »

Durant cette période et jusqu'à 1978, la France est critiquée pour ses essais nucléaires dans l'atmosphère (dans le Sahara puis en Polynésie) et son refus de signer les traités sur les essais nucléaires et sur la non-prolifération des armes nucléaires. C'est pendant cette période que s'édifie l'industrie de l'armement dont le but est de pourvoir à une défense nationale indépendante et dont les exportations sont justifiées par la nécessité d'abaisser le coût exorbitant de la création et de la fabrication de l'armement. De fait, le budget de la Défense passe de 6,3% à 3,6% du produit intérieur brut de 1960 à 1978, tandis que les exportations d'armes passent de 2 milliards à 17 milliards de francs, faisant de la France le troisième marchand de canons du monde (7% du trafic total en 1978) couvrant 25% des importations de pétrole.

Dans les années 70, l'émergence du Tiers Monde sur la scène internationale et son rôle actif dans les organisations internationales par rapport à son exigence de nouveaux rapports et d'un nouvel ordre économique international, entraîne le gouvernement Giscard à prendre une attitude et à faire des propositions sur le désarmement. D'autre part, si l'important effort de dépenses militaires du début des années 60 a amené la France à occuper « une place honorable dans le club nucléaire », les accords soviéto-américains accélèrent la course aux armements et confortent leur condominium en mettant en danger la sécurité européenne, et obligent la France à une constante modernisation de sa force de frappe. Le gouvernement Giscard est le témoin de l'agacement croissant des pays européens vis-à-vis de cette double tutelle. C'est dans ce sens que sont proposés des principes sur le désarmement, en janvier 1978, l'année de la première session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement. Ils trouvent leur écho dans l'Acte final : « Le désarmement doit se réaliser avec le concours, sous le contrôle et au bénéfice de tous ». Pour ce faire, le gouvernement propose la création d'une Agence mondiale de satellites de contrôle : voir de l'espace, ce que les USA et l'URSS refusent de laisser voir sur place. L'inconvénient est que le satellite ne peut « voir » ni dans les hangars ni si la tête d'un missile est nucléaire ou conventionnelle, ni ce qui se passe sous l'eau. Néanmoins cette proposition de « satellites bleus » (couleur de l'ONU) a

été retenue et fait l'objet d'une étude du Comité du désarmement. La proposition « au bénéfice de tous » de la création d'un Fonds spécial d'aide au développement alimenté par la taxation du surarmement est impossible à mettre en place : elle met sur un même pied d'égalité l'armement de tous les pays et la notion même de « surarmement » est impossible à définir.

Le gouvernement ratifie le traité de dénucléarisation de l'Amérique latine, ce qui l'oblige à accepter la non-nucléarisation de la Guyane. Il propose enfin la suppression de la co-présidence soviéto-américaine du Comité de désarmement et son élargissement, et la réunion d'une Conférence européenne de désarmement, nucléaire et conventionnel de l'Atlantique à l'Oural englobant donc le potentiel soviétique directement menaçant pour l'Europe.

En 1978, le Parti socialiste, par le bouche de Mitterrand, avait critiqué sévèrement « le désintéressement hautain » de de Gaulle, Pompidou et Giscard pour les questions du désarmement, considérant que la France du fait de sa situation originale (hors de l'Alliance et possédant une défense indépendante) serait beaucoup plus crédible que les USA, l'URSS et leurs alliés, vis-à-vis des petits pays, des neutres et des non-alignés. Cependant, depuis Jules Moch, le PS a considérablement évolué à propos de la force de frappe française : en 1972, le premier programme commun prévoyait la « renonciation totale à la force de frappe nucléaire et son démantèlement immédiat ». En juillet 1977, la commission de réactualisation du programme commun décide « le maintien en l'état de la force de frappe » alors que le PS proposait un plan de désarmement unilatéral, accompagné de la signature de tous les traités existants et la participation de la France à toutes les négociations y compris celles de M.B.F.R.* de Vienne, et celles sur les ventes d'armes. Actuellement et sans ambiguïté, le gouvernement défend la modernisation de la force nucléaire française et est beaucoup plus réticent sur la participation française aux M.B.F.R. Il semble aussi qu'au sein du PS des propositions divergentes existent sur l'analyse de la situation militaire en Europe et que ces incertitudes ont entraîné l'absence du PS des mouvements sur le désarmement et de toutes les manifestations et le report de la grande campagne sur le désarmement que le Congrès de Valence avait programmé à partir d'octobre 1981.

Toujours est-il que pour les socialistes, il n'y a pas changement fondamental de la politique française en matière de désarmement : le gouvernement Mitterrand a repris à son compte les propositions de Giscard

et poursuit au sein de la C.S.C.E.* l'élaboration d'une Conférence européenne de désarmement qui examinerait tous les aspects de la sécurité de l'Atlantique à l'Oural. La présence plus active de la France dans toutes les commissions du désarmement n'a pas débouché (de la même façon que sous Giscard) sur une information du peuple français sur des sujets qui

préoccupent pourtant grandement.

Estelle DELMAS

*M.B.F.R. : Mutual Balanced Forces Reductions (réduction mutuelle et équilibrée des forces conventionnelles en Europe centrale, depuis 1973 entre OTAN et Pacte de Varsovie).
*C.S.C.E. : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, depuis 1975 (acte final d'Helsinki).



Samedi 5 juin à Paris : 15 000 au moins à la manifestation à l'occasion de la visite en France de Reagan, le président de la superpuissance impérialiste américaine. Le PCML participait à cette manifestation en dénonçant les deux superpuissances impérialistes USA et URSS et en soutenant les luttes de tous les peuples du Tiers Monde contre l'impérialisme.

Dimanche 20 juin à Paris : 200 000 au moins à la marche pour la paix organisée à l'occasion de la session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement. Le PCML participait à cette marche sur les mots d'ordre « Ni Pershing, ni SS20 » et « Désarmement simultané et contrôlé des deux blocs USA et URSS ».

« Paix et Désarmement » communique que l'appel publié dans le journal *Le Monde* du 4 novembre 1981 a recueilli plus de 5 000 signatures. Une délégation des signataires les a remises le 7 juin, à l'occasion de l'ouverture de la session extraordinaire de l'ONU, aux ambassades des USA et de l'URSS. Rappelons que cet appel demande un désarmement simultané et contrôlé et exige en particulier le démantèlement des SS20, la non-installation des Pershing 2, un désarmement progressif, nucléaire comme conventionnel.



Vu
par
Sylvestre



AU JOUR LE JOUR



On revoit toujours avec plaisir les caricatures de Sylvester, celles de « Au jour le jour » de 1979 comme les bandes dessinées de 1980... et celles plus récentes. Inutile de les commenter : chacun apprécie la pertinence de la moquerie, la justesse du trait et la verve militante qui contribuent à renforcer pour le combat.

AU JOUR LE JOUR



après les diamants... les perles du Président!...

